

MADAGASCAR

Revue de Presse avril 2009

SOMMAIRE

	Page
La crise politique	01
03 avril : conclusion des Assises nationales de la HAT	04
07 avril : Marc Ravalomanana « <i>entre en résistance</i> »	07
16 avril : Manandafy Rakotonirina nommé « <i>Premier ministre</i> » du nouveau gouvernement Ravalomanana	15
20 avril : début d'un nouveau cycle de violence et répression du mouvement « <i>légaliste</i> »	21
25 avril : retour discret de Pierrot Rajaonarivelo, 4 parlementaires placé en mandat de dépôt	29
27 avril : intrusion des militaires à la HCC et arrestations du responsable de la sécurité	31
28 avril : début de constitution du « <i>gouvernement</i> » Manandafy Rakotonirina	33
29 avril : arrestation de Manandafy Rakotonirina et de l'animatrice du mouvement des femmes « <i>légalistes</i> »	34
Droits humains	36
Actualité économique	39

LA CRISE POLITIQUE

En raison des circonstances, le déroulement chronologique a été exceptionnellement privilégié.

1^{er} avril : Madagascar se retire de la Sadc, QMM est perquisitionné, les ex-« détenus politiques » accompagnent Andry Rajoelina en province, Zafy Albert menace de recréer les « provinces autonomes » de 2002

Les partisans de Marc Ravalomanana se sont pour la première fois rassemblés sur la place du 13-Mai : plus d'un millier de personnes sont restées une heure sur la place qui était jusqu'ici le haut lieu des meetings du nouveau pouvoir. Des échauffourées se sont produites entre manifestants des deux camps mais l'armée est parvenue à s'interposer. Durant les 5 jours précédents, les « *légalistes* » avaient été empêchés d'accéder à cette place par des interventions musclées des forces de l'ordre. Une stèle, érigée le 28 mars sur cette place pour commémorer les victimes de la tuerie du 7 février, a été dégradée.

Les ex-« détenus politiques » n'ont pas renoncé à occuper la place de la Démocratie, investie depuis plusieurs jours par les « *légalistes* » : « *La place de la Démocratie est à nous et à nous seulement, si vous revenez ici nous saurons comment vous accueillir* » a lancé l'ex « *détenu politique* » Voninahitsy Jean Eugène.

Andry Rajoelina visite deux villes de l'intérieur pour asseoir son pouvoir : accompagné de son Premier ministre, il s'est rendu à Fianarantsoa et à Toliara. Ces déplacements en provinces, les premiers depuis sa prise de pouvoir du 17 mars, témoignent de la volonté des nouveaux dirigeants d'aller de l'avant, malgré les menaces des partisans de Ravalomanana et la réprobation de la communauté internationale. A Fianarantsoa, où une foule importante était présente, Andry Rajoelina était accompagné d'ex-« *prisonniers politiques* » et, notamment, de l'ancien maire Pety Rakotoniaina, non encore amnistié, qui, par décision présidentielle a retrouvé son poste en qualité de Pds, au détriment de l'actuel maire, élu sur de la liste Tim.

Exilés politiques : *«Non aux faiseurs de roi»* clame celle qui se déclare leur porte-parole, **Rinah Rakotomanga**. Elle a rendu publiques les conditions requises par les personnalités politiques du régime Ratsiraka pour participer à la Transition. Les exilés de 2002, qui seraient au nombre d'environ 200, exigent l'instauration d'une transition consensuelle et collégiale. Ils appellent à une concertation nationale en vue de la détermination par toutes les entités politiques des structures appelées à gérer la transition. La réussite de celle-ci serait conditionnée par l'exclusion des *«fiseurs de roi»* du régime transitoire, notamment de l'ancien président de la HCC, Norbert Lala Ratsirahonana, et de l'ancien Premier ministre Jacques Sylla : *«Ces deux personnalités ayant servi trois régimes successifs, à savoir celui de Albert Zafy, Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana, sont à l'origine des échecs connus par ces derniers»*, ajoutant que *«les dérives liées à leur présence sont déjà perceptibles»*. Pierrot Rajaonarivelo et Tantely Andrianarivo ont affirmé que ces déclarations de Rinah Rakotomanga n'engageaient qu'elle-même.

Le parti Tim de Marc Ravalomanana boycottera les Assises nationales des 2 et 3 avril. Il a déclaré *« Nous voudrions bien qu'il y ait des Assises, mais nous ne sommes pas d'accord sur le contenu. [...] Il faut d'abord discuter de la sortie de crise. La légalisation de la HAT est le but ultime de ces assises, c'est ça que nous contestons »*, en réclamant le retour de M. Ravalomanana et la réhabilitation du Parlement, suspendu par le nouveau régime. Le Tim a annoncé qu'il organisera le 3 avril ses propres Assises, y invitant des *« élus des provinces, la société civile, des religieux, et surtout des militaires »*. L'ancien président Zafy Albert a également annoncé qu'il ne répondrait pas à l'invitation du nouveau pouvoir.

Zafy Albert menace de remettre en place les « six provinces autonomes » de la fin du régime Ratsiraka en 2002 : *« Puisque Andry Rajoelina fait la sourde oreille aux propositions du CRN, nous proclamons la restauration des six provinces autonomes »*. L'ancien président de la République, qui a connu un succès populaire durant les tournées qu'il a effectuées à Toamasina et Toliara, n'a pas avancé de calendrier pour leur mise en place. Il s'est limité à expliquer que les chefs de ces provinces autonomes seront désignés parmi les originaires qui résident dans ces provinces. Zafy Albert a déploré qu'Andry Rajoelina soit entouré de *« magiciens »* et d'*« apprentis sorciers. [...] On connaît trop ces têtes, ces dinosaures politiques dont certains ont trahi des mouvements populaires»*, a-t-il fulminé. Il a condamné enfin le fait que le président de la HAT n'ait pas relaxé Coutiti Assolant. Des dirigeants politiques issus des six ex-provinces ont déclaré : *« Nous attendons l'ordre du président Albert Zafy pour prendre nos responsabilités »*.

La police malgache cherche en vain des armes à la mine QMM/Rio Tinto : le groupe minier a fait savoir que la police et l'armée avaient procédé à une perquisition dans sa mine d'ilménite de Taolagnaro, à la recherche d'armes et de mercenaires, mais qu'elles n'avaient rien trouvé. Des militaires munis d'un mandat de perquisition ont mené des investigations pacifiques et ont réclamé la liste des travailleurs étrangers, a indiqué un communiqué de QMM. Le nouveau gouvernement redoutait semble-t-il que l'ancien président cherche à reprendre le pouvoir avec l'aide de mercenaires sud-africains. QMM entretient en effet des liaisons aériennes quasi-quotidiennes avec l'Afrique du Sud et une bonne partie des cadres est issue de ce pays.

Marc Ravalomanana a déclaré avoir démissionné « sous la menace d'une arme » : dans son discours au Sommet de la Sadc, au Swaziland, il a affirmé avoir été forcé de transmettre les pleins pouvoirs par des troupes envoyées par Andry Rajoelina, qui l'avaient attaqué dans son palais d'Iavoloha. *« Ma famille et moi-même étions encerclés par des soldats qui menaçaient nos*

vies. Mon fils et sa femme ont été forcés de se cacher dans la forêt. La seule échappatoire était de quitter le pays », a-t-il ajouté. Le chef de l'état-major général de l'armée, le colonel Andriarijaona, a répliqué : « c'est faux, il n'y a pas eu de marche sur Iavoloha, cela n'a jamais été prévu de marcher là-bas ».

Madagascar se retire de la Sadc : Andry Rajoelina a déclaré qu'il avait pris cette décision après avoir consulté les entrepreneurs malgaches, qui lui auraient dit qu'ils ne sont pas prêts à affronter la concurrence de leurs homologues étrangers. Des rumeurs affirmaient que Marc Ravalomanana n'avait pas consulté les entrepreneurs malgaches pour cette adhésion, motivée par le fait que sa société Tiko pourrait en être le grand bénéficiaire. Parmi ces industriels pénalisés, la Savonnerie Tropicale, dont la patronne est Nadine Ramaroson, alliée d'Andry Rajoelina. Cette entreprise malgache a souffert de l'entrée des produits mauriciens à Madagascar. Et Maurice est membre de la Sadc...

Certains chefs d'entreprise ont toutefois exprimé un point de vue opposé, affirmant que ce retrait serait « une erreur fondamentale » pour le développement économique de la Grande Ile. Cette décision intervient au lendemain de la décision de la Sadc de suspendre Madagascar. La Sadc a aussi annoncé qu'elle pourrait prendre d'autre mesure à l'encontre de la Grande Ile. Parmi ces mesures, les partisans de la Transition redoutaient l'intervention militaire de la brigade de la Sadc.

L'Allemagne a interrompu la coopération bilatérale au niveau ministériel. Il n'y aura pas de consultations intergouvernementales jusqu'à nouvel ordre.

2 avril : ouverture des Assises de la Transition. Madagascar est suspendu de l'OIF

Nouvelle manifestation des «légalistes» place du 13-Mai, avec intervention des forces de l'ordre, faisant une douzaine de blessés. Les manifestants pensaient pouvoir compter sur la protection des forces de l'ordre de l'Emmonat comme ce fut le cas la veille, mais ce sont les soldats du Capsat qui seraient intervenus sans sommation pour les disperser.

Andry Rajoelina ouvre ses Assises nationales de 2 jours qui devraient définir les modalités et le calendrier de nouvelles élections. « La journée d'aujourd'hui est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire de Madagascar. En effet, c'est aujourd'hui que nous allons poser le premier jalon d'un processus de démocratisation et de changements profonds dans la vie politique et dans l'exercice du pouvoir à Madagascar », a annoncé M. Rajoelina devant 1000 participants. L'émissaire de l'UA, Ablassé Ouédraogo, ainsi que les ambassadeurs du Maroc, du Sénégal et d'Egypte étaient présents, mais pas le représentant de l'UE, ni les ambassadeurs de France et des Etats-Unis. Parmi les participants figurait l'ancien vice-président du Sénat devenu ambassadeur en Suisse, Rajemison Rakotomaharo, ancien président du Sénat, membre du Tim et proche de Marc Ravalomanana, menacé d'exclusion par son parti. Cette présence a été très commentée. Rajemison Rakotomaharo et Jacques Sylla étaient en effet deux personnages clé dans le dispositif du parti présidentiel. Mgr Odon Razanakolona représentait seul le FFKM. On notait aussi la présence du constitutionnaliste Jean Eric Rakotoarisoa. Les participants se sont répartis dans les trois commissions intitulées « Constitution et loi », « Code électoral et élections » et « Réconciliation nationale et conférences ». Des assises de sortie de crise avaient déjà été prévues mi-mars sous la présidence Ravalomanana, mais avaient été reportées après le refus de M. Rajoelina d'y participer. « Tout le processus [d'accession au pouvoir de Rajoelina] est entaché d'illégalité, mais ces assises devraient conclure à l'organisation d'élections justes et transparentes », a commenté l'émissaire de l'UA. « Ce qui est important, c'est que l'UA maintienne les contacts avec tous les protagonistes de la crise », a-t-il dit.

Le secrétaire d'État français à la Coopération d'État reçoit le Père Pedro, ce missionnaire installé sur l'île depuis 35 ans, est l'une des figures les plus populaires auprès de la population. « *La France a l'oeil sur Madagascar en tendant l'oreille au Père Pedro* » titrait le site Mydago.

Madagascar suspendu de l'OIF : le Conseil permanent de la Francophonie a conclu que « *l'ensemble du processus qui a conduit à un changement de pouvoir à Madagascar [constituait] une rupture de l'ordre constitutionnel, donc de la démocratie* ». Il a par conséquent « *prononcé la suspension de Madagascar de la Francophonie* ». Cette mesure entraîne de facto la suspension de la coopération multilatérale francophone, à l'exception des programmes qui bénéficient directement aux populations civiles. L'organisation réclame « *la tenue d'élections libres, fiables et transparentes dans les délais les plus rapides* », et se dit prête à « *accompagner le processus de retour à un ordre constitutionnel démocratique* ». Une délégation malgache, conduite par le ministre des Affaires étrangères Ny Hasina Andriamanjato était présente lors de la réunion. Il a été hué par la diaspora à son arrivée à l'aéroport.

3 avril : les Assises nationales de la HAT réduisent à 19 mois la durée de la transition et proposent un calendrier électoral

Les autorités de la Transition ont proposé la tenue d'une élection présidentielle en octobre 2010, selon les recommandations adoptées à l'issue des Assises. « *Concernant les calendriers électoraux, sous réserve de l'adoption du projet de Constitution validée par la Conférence nationale, les assises recommandent les échéances suivantes : une Conférence nationale avant le 26 juin (2009), un référendum constitutionnel en septembre (2009), une élection présidentielle en octobre 2010* ». Pour le moment rien n'est décidé sur les conditions de la future élection. Andry Rajoelina révisera-t-il la Constitution pour se présenter ? Marc Ravalomanana pourra-t-il se présenter ? Faudra-t-il être issu d'un parti pour se présenter ?



Andry Rajoelina a déclaré dans son discours de clôture : « *nous prenons acte que nous ne restons là [au pouvoir] que pour 19 mois* ». Pour RFI, ce délai, bien que raccourci, paraîtra trop long à la communauté internationale, qui exige un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Mais selon les participants il est impossible de raccourcir l'échéance.

Andry Rajoelina a déclaré dans son discours de clôture : « *nous prenons acte que nous ne restons là [au pouvoir] que pour 19 mois* ». Pour RFI, ce délai, bien que raccourci, paraîtra trop long à la communauté internationale, qui exige un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Mais selon les participants il est impossible de raccourcir l'échéance.

Assises des « légalistes » : les opposants à « *la prise de pouvoir par la force* » ont décidé de suspendre leurs manifestations sur la Place du 13-Mai pour se réunir eux aussi en Assises. Plus de 500 personnes dont, entre autres, des représentants des partis politiques, des élus, des responsables religieux et des diplomates étrangers, se sont retrouvées parallèlement au second jour des Assises nationales des partisans de la Transition. Mais il manquait les grands barons du Tim, à savoir le président national, les vice-présidents, le secrétaire général, les membres du bureau, la plupart de ses députés et sénateurs, ses chefs de régions, les ministres du gouvernement Rabemananjara, la plupart de ses conseillers régionaux, la plupart des maires... Des représentants de l'UA et des Nations unies étaient présents à l'ouverture des travaux. Des organisations de la société civile (sans le Cnoe et le SeFaFi) ont fait part de leur vision de la crise. Les chefs d'Église étaient également les grands absents de cette rencontre. Dans leur résolution, les participants ont demandé la médiation d'une force internationale pour aider à la sortie de crise, tout en réitérant leur revendication quant au maintien des Institutions d'Etat, dont la présidence de la République et les deux Assemblées parlementaires. Le camp « *légaliste* » s'est dit prêt à entamer le dialogue avec la HAT. Dialogue conditionné par un retour à l'ordre constitutionnel et par un retour de Marc

Ravalomanana. Ils ont préconisé un « *gouvernement d'assemblée* », selon la proposition de Manandafy Rakotonirina.

Les « *légalistes* » ont déposé une requête auprès de la HCC le 30 mars afin d'interprétation et de qualification de la nature de l'acte établi par cette juridiction le 18 mars « *conférant pleins pouvoirs à un Directoire Militaire* », ainsi que portant même date transférant pouvoirs au sieur Andry N. Rajoelina ».

Le collectif *Gasy Tia Tanindrazana* » (GTT) a déposé une plainte contre les membres de la HAT auprès du procureur de la République de Paris. En application du principe de compétence universelle reconnu par le droit français, il a demandé que Ny Hasina Andriamanjato, présent sur le territoire français à l'occasion de la réunion de l'OIF, soit entendu aux fins d'explications sur sa « *complicité d'actes de torture, de violence, d'intimidation, de disparitions forcées de personnes en vertu des motifs politiques* ».

Le Secrétaire d'Etat français à la Coopération, Alain Joyandet, précise que les programmes d'aide en direction de Madagascar n'ont pas été interrompus, contrairement à ce qui a pu être dit, la France ne souhaitant pas pénaliser plus encore la population malgache. Il a rappelé que la France est le premier bailleur bilatéral de Madagascar et qu'elle entend poursuivre son aide à la population, à travers ses nombreux programmes de coopération, en particulier son aide humanitaire et alimentaire, ou tout projet pouvant permettre le rétablissement de la démocratie.

Ouverture prochaine d'un dialogue politique UE/Madagascar dans le cadre de l'accord de Cotonou entre l'UE et les pays ACP : l'ambassadeur de France a rencontré le Premier ministre pour l'informer que le dialogue politique entre l'UE et Madagascar en vue d'un retour à la « *constitutionnalité* » s'ouvrirait dans une dizaine de jours. « *J'ai eu une réunion de travail avec Monja Roindefo pour lui expliquer le processus lancé dans le cadre de l'accord de Cotonou sur le dialogue politique que l'UE doit mettre en place* », a déclaré Jean-Marc Châtaigner, à l'issue de cette rencontre. A noter que M. Châtaigner assure actuellement la présidence locale de l'UE à Madagascar. Il a précisé qu'il rencontrerait à nouveau M. Roindefo d'ici une dizaine de jours avec d'autres ambassadeurs européens. Ce dialogue politique est prévu par l'accord de Cotonou, signé en 2000 entre la Communauté européenne, ses Etats membres et les pays ACP. L'accord prévoit que des consultations entre l'UE et un pays ACP peuvent se tenir lorsque ce pays est sorti des principes démocratiques. En cas d'échec du dialogue ou d'absence de retour à un ordre constitutionnel, une suspension de l'aide de l'UE ou des sanctions peuvent être envisagées.

L'ambassadeur de France reconnaît ainsi de fait que la HAT est un interlocuteur incontournable : « *On doit rentrer en dialogue pour voir comment les autorités vont respecter un certain nombre de "principes de Cotonou" qui sont le respect de la démocratie, le respect de l'Etat de droit, le respect des libertés publiques, et pour voir comment, dans ce cadre là, les nouvelles autorités entendaient revenir vers la constitutionnalité, et organiser le plus rapidement possible des élections* ».

Andry Rajoelina accuse Maurice d'avoir aidé Marc Ravalomanana à s'enfuir au Swaziland. Dans une déclaration publique, il a accusé la Sadc d'être « *en combine avec Marc Ravalomanana* » et a mis en cause le Mauricien Prega Ramsamy accusé d'avoir aidé l'ancien chef de l'Etat à s'enfuir au Swaziland.

Il a accusé aussi la société mauricienne Mopirove d'avoir causé des manques à gagner importants aux dépens de la Savonnerie Tropicale, société dont il est proche.

[*Prega Ramsamy, patron de l'EDBM [Economic Development Board of Madagascar] depuis octobre 2006, est considéré comme proche de l'ancien président malgache. L'EDBM a pour but la promotion*

de Madagascar comme terre d'investissements. L'EDBM assiste à la création d'entreprises, délivre des autorisations et des licences (tourisme, conformité environnementale) et assiste les expatriés dans l'obtention de visas de longs séjours et de baux de longue durée. Prega Ramsamy avait monté avec succès la même structure à Maurice avant d'être choisi par le président Ravalomanana].

4 & 5 avril : Andry Rajoelina poursuit sa « conquête » des provinces, les « légalistes » ne désarment pas

Andry Rajoelina poursuit ses visites dans les provinces et précise ses orientations : après s'être rendu dans le Sud, il a mis le cap sur le nord du pays (Antsiranana, Sambava, Nosy Be et Mahajanga) et a reçu partout un accueil impressionnant. Il a martelé que « désormais, il n'y aura plus de pensée unique à Madagascar », que « les dirigeants qui se sont succédés ont fait primer leurs intérêts personnels sur l'intérêt général » et que « la terre doit rester propriété des Malgaches et non des étrangers » [engagement pris à Nosy Be dont les terrains sont convoités par des investisseurs étrangers]. S'agissant des nouvelles institutions, il a affirmé « qu'il n'y aura plus



de président de la République qui pourra faire deux mandats successifs ». Il a en outre insisté sur la nécessité du renouvellement et du rajeunissement de la classe politique. Sur le plan social, le président de la HAT a confirmé l'arrivée prochaine d'huile et de riz à tarif réduit. Il s'est engagé enfin à ne pas intervenir personnellement sur le marché de la vanille. Face au succès de la visite à Antsiranana, Zafy Albert, originaire de la région et qui compte bientôt gérer les « provinces

autonomes » a déclaré : « la population d'Antsiranana sait accueillir ses invités. Sa venue nombreuse ne signifie pas pour autant que la population est pour la transition menée par Andry Tgo. Les partisans des provinces autonomes sont plus nombreux que ceux qui sont venus au stade d'Antsiranana ».

L'ex-« détenu politique » Coutiti Assolant été accueilli par ses anciens partisans et ses frères d'armes à Antsiranana. L'ancien colonel serait placé en résidence surveillée dans sa région d'origine. En attendant probablement l'amnistie des prisonniers politiques si tant est qu'il puisse en bénéficier compte tenu des exactions qui lui sont imputées. Il a rejoint le rassemblement pro-Rajoelina organisé à l'occasion de la visite du président de la HAT. [Surnommé le « tueur du Nord », le « bourreau de Ratsiraka » par la presse en 2002, Coutiti a été condamné à 3 peines de prison à perpétuité pour homicide et atteinte à la sûreté de l'Etat].

« Il y avait des prisonniers de la crise 2002, il va y avoir aussi des prisonniers de la crise de 2009 » a déclaré l'ancien « détenu politique » le général Randrianafidisoa, alias général Fidy. « En ce moment, des membres des forces armées ont disparu soudainement, comme le général Raelina, ou le commandant Tahiana » a affirmé le général. Le général Raelina est notamment soupçonné d'être à l'origine du massacre au palais d'Ambohitsorohitra le 7 février. Le commandant Tahiana Ramaroson pour sa part, est le premier responsable de l'enquête et de l'arrestation du contrôleur général de la police, Razafindrazaka Emmanuel, alias Bôlô. Il a été accusé d'avoir influencé les juges dans l'« affaire de Bôlô et consort », en exhibant des éléments de preuve devant la presse, avant même la tenue du procès. Le général Randrianafidisoa a laissé entendre l'imminence de l'arrestation de ces deux membres des forces armées. Pour lui, c'est la condition sine qua non d'une vraie réconciliation.

Plusieurs milliers de « légalistes » se sont retrouvés pour un sit-in devant les bureaux des Nations unies à Antananarivo, placés sous protection de l'armée. Un député a fait un tour

d'horizon des propositions recueillies durant les « contre-Assises » de la veille. Un appel a été lancé aux Nations unies pour une intervention des Casques Bleus et à la Sadc pour une intervention armée.

Une importante manifestation pacifique des « légalistes » s'est tenue dans le calme à Antsirabe. Certaines sources faisaient état de 12.000 participants. Ils ont exprimé leur satisfaction quant aux condamnations de la communauté internationale.

Dans un message téléphonique, Marc Ravalomanana a appelé les forces de l'ordre à faire honneur à leur devise « de protéger la population et ses biens [...] Vous venez de la population, vous devriez travailler avec la population » Il a rappelé que « le plus important est le Fihavanana, la paix entre malagasy, [...] il faut trouver des consensus pour la paix, il faut laisser la population exprimer son opinion ». Ce message a été porté à la connaissance des participants aux Assises des « légalistes ».

L'UIP condamne un changement de pouvoir « antidémocratique » : le président de l'Union interparlementaire a déclaré que son organisation « condamne fermement les coups d'Etat » survenus à Madagascar, en Mauritanie et en Guinée.

Réunion du Conseil de la COI : l'organisation régionale a renouvelé « son entière disponibilité pour accompagner Madagascar, avec l'appui de la communauté internationale, dans la recherche d'une solution conforme aux institutions malgaches et aux intérêts supérieurs du peuple malgache ». Elle a envisagé d'envoyer une mission d'appui et de soutien, en concertation avec la communauté internationale. Une position qui a été jugée plutôt modérée et prudente, tranchant avec celle de l'UA, de la Sadc et de l'OIF. A noter que la France vient de prendre la présidence tournante de la COI.

6 avril : Marc Ravalomanana « entre en résistance » et annonce la nomination prochaine d'un gouvernement. Retour annoncé de Pierrot Rajoanarivelo, sous réserve d'amnistie

Les partisans de Marc Ravalomanana ont repris le chemin de la place de la Démocratie à Ambohitovo. Ils bénéficiaient d'une autorisation d'une semaine de manifestation mais la place du 13-Mai leur restait interdite. Les orateurs ont annoncé la constitution d'un gouvernement et la prochaine nomination d'un Premier ministre par Marc Ravalomanana. La question de son retour, tant réclamé par les « légalistes », faisait l'objet de toutes les spéculations. Les militaires qui soutiennent encore la « légalité » ont été exhortés à se préparer à accueillir l'ancien chef de l'Etat.

Pour Sobika, « Marc Ravalomanana est entré en « résistance ». Une telle annonce suppose t elle un appui diplomatique mais surtout militaire ? Comment va réagir la HAT, épaulée par le Capsat, à une formation d'un tel gouvernement ? Nous avons tous vu que la HAT n'hésite pas à faire usage de la force et même plus pour se protéger. Marc Ravalomanana annonce ce gouvernement pour la fin de la semaine et entre dans une phase de communication similaire à celle qu'employait Andry Rajoelina pendant la crise : des annonces choc doublée de date butoir ».

Pour Les Nouvelles, « Il est à redouter que les allégeances des agents publics et des institutions qui fonctionnent encore de façon à peu près normale ne soient dorénavant partagées entre deux autorités concurrentes sinon ennemies. Le risque de partition que les observateurs avaient longtemps craint risque cette fois de se réaliser bel et bien aux dépens de l'unité nationale. [...] Les protagonistes pourraient être tentés de ramener la violence au coeur de leur débat et laisser les armes arbitrer leur contentieux ».

Des intervenants au meeting ont condamné l'irruption de militaires dans un centre Fjkm, soupçonné de soutenir financièrement le mouvement « *légaliste* ». Ils se sont insurgés également contre le « *harcèlement* » du groupe Tiko, contraint de cesser ses activités. Les journalistes de la radio et de la télévision nationale, accusés de partialité, ont été hués.

Dans un communiqué, des militaires et officiers « *légalistes* » ont mis en garde vis-à-vis des « *brutalités et abus de certains militaires sur les civils* ». Ils comptaient prendre les mesures nécessaires « *si les abus continuent* ».

A Antsirabe, le mouvement pro-Ravalomanana se radicalise. Les manifestations anti-HAT se sont poursuivies avec détermination.

Pessimisme du syndicat Fisema : « *Les assises nationales sont fractionnelles. Elles élaborent des recommandations sans base démocratiques fiables, ni consensuelles. Leurs recommandations sont plutôt des attisements des intérêts partisans dans lesquels le "Fihavanana malagasy" et la lutte contre la pauvreté ont été relégués à leur moindre expression* ». Le syndicat a suivi les Assises concurrentes organisées par la HAT et les « *légalistes* ». Ses conclusions sont inquiétantes et sans illusions : « *aucune amélioration tangible du niveau de vie de la population, ni stabilité pérenne ne sont à espérer* ».

Le Fisema a déclaré adhérer aux solutions proposées par le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes et le Comité préparatoire des Etats généraux de la démocratie et de la valeur républicaine (CCOC/CPEGDVR).

L'épouse de Pierrot Rajoanarivelo a annoncé le retour imminent de son mari et demandé l'amnistie pour les exilés politiques. Elle a affirmé qu'il est prêt et se prépare à rentrer même s'il ne siège pas au sein des structures transitoires, mais ce retour est conditionné par l'amnistie préalable des exilés politiques. Elle est convaincue que « *les exilés politiques ne vont pas troubler la transition, mais au contraire la stabiliser. Ce sont plutôt quelques-uns qui craignent que le retour des exilés ne trouble leur plan* ». L'ancien vice-PM serait accompagné par des avocats, des journalistes et des responsables œuvrant dans le domaine des Droits de l'Homme. Tribune faisait toutefois observer que « *certaines condamnations ne sont pas toutes d'ordre politique. Il y a eu des crimes de sang et des crimes économiques. L'examen de chaque dossier nécessite du temps de la part des magistrats en charge de l'exécution de cette décision d'Andry Rajoelina* ».

Grâce présidentielle : 4 autres « détenus politiques » libérés. Ils avaient été mis en cause dans l'affaire « *général Bôlô* » [impliqué en 2008 dans une affaire de tentative de « *coup d'Etat* »]

Une douzaine d'associations issues des bas quartiers ont élaboré un programme de développement. Elles se sont constituées en « *Groupe des forces sociales pour les progrès* » (GFSP) dont les responsables ont émis leur souhait d'être représentés à la HAT.

Maurice ne prendra pas de sanction commerciale à l'encontre de Madagascar : c'est ce qu'a affirmé le ministre mauricien des Affaires étrangères. Maurice a de nombreux intérêts dans le pays. Cette position paraissait est en contradiction avec celle qui a été prise par la Sadc. Mais le ministre mauricien d'ajouter : « *Nous souhaitons, évidemment, un retour rapide à la démocratie* ».

7 & 8 avril : grève générale à la Banque Centrale de Madagascar, Marc Ravalomanana multiplie ses contacts diplomatiques

Grève générale à la Banque Centrale : une majorité d'employés du siège de la BCM à Antananarivo ont cessé le travail et organisé un sit-in pour défendre « *l'indépendance de l'institution* », menacée selon eux par des mesures prises par le nouveau régime et par des actes d'intimidation. « *Le gouverneur de la Banque centrale (Frédéric Rasamoely) a été notifié d'une interdiction de sortie de territoire, c'est une entrave à notre bon fonctionnement* », a critiqué le porte-parole du mouvement [*information démentie par la ministre de la Justice*]. « *La Banque centrale est taxée d'être au service d'untel ou d'untel, alors qu'elle est une institution indépendante, régie par la loi* », a-t-il dit. Le gouverneur et son DG, Christian Rasolomanana, sont suspectés de complicité dans l'achat de l'avion Force One II. Les employés ont démenti les rumeurs selon lesquelles Marc Ravalomanana aurait quitté le pays avec des centaines de millions de dollars. Le ministre Benja Razafimahaleo a soupçonné derrière ce débrayage un mouvement politique destiné à renverser le pouvoir en place. Les opérations de transfert de fonds ont été suspendues. Le personnel a décidé de poursuivre son mouvement jusqu'à ce qu'il obtienne des garanties sur le respect de son indépendance et de son statut.

Les « légalistes » appellent les contribuables à la « désobéissance fiscale » : après avoir interpellé l'ambassadeur de France, qui « *tenterait de convaincre ses pairs à reconnaître les autorités de la Transition* », les partisans de Marc Ravalomanana chercheraient à tirer avantage des difficultés financières auxquelles est confronté le pouvoir en incitant les contribuables à entamer un mouvement de désobéissance fiscale jusqu'au retour à « *l'ordre constitutionnel* ».

Le ministère de l'Intérieur autorise la réouverture de l'Eglise Fpvm interdite sous le régime précédent. Après la brutale fermeture d'octobre 2005, l'Etat ressuscite l'Eglise Fpvm. Le ministère de l'Intérieur accorde à cette « *secte* » l'autorisation de fonctionner et d'organiser des cultes, une mesure interprétée par *La Gazette* comme une arme anti-Ffkm. Le premier culte de cette Eglise a rassemblé une foule importante.

Le gouvernement en proie aux marchandages : la nomination des derniers membres de l'équipe du Premier ministre tarde à venir : certaines régions revendiquent leur présence au sein des institutions de la Transition, des musulmans exigent une représentation. Le choix le plus épineux pour les dirigeants concernerait la nomination du nouveau ministre de la Défense. Car les forces armées qui avaient revendiqué à un certain moment que ce ministre soit proposé par elles-mêmes comme elles l'ont fait pour le cas du nouveau chef de l'état-major général, ne parviendraient pas à s'entendre sur le choix du candidat.

Le cyclone Jade en pleine tempête politique : les organisations humanitaires et la cellule de gestion des catastrophes, paralysée par plusieurs mois de troubles politiques, luttent pour évaluer les dégâts causés par le cyclone Jade, qui s'est abattu sur le pays le 6 avril et qui aurait fait au moins une quinzaine de morts et plus de 60.000 sinistrés. La directrice du PAM a fait part de ses préoccupations concernant les moyens dont dispose l'île pour faire face à cette catastrophe naturelle. « *En raison de cette situation, les institutions nationales ne sont pas vraiment opérationnelles* », a-t-elle indiqué. Les crises humanitaires actuelles - causées par la sécheresse grave qui touche le sud du pays, la flambée des prix alimentaires et les conséquences de deux autres cyclones - ont déjà été laissées de côté, ont averti les organisations humanitaires. Les réserves d'urgence du BNGRC et les « *denrées alimentaires qu'il a entreposées dans certaines des régions où Jade est passé ont été cambriolées pendant la crise politique* », a indiqué son porte-parole, qui ajoute que le système radiophonique national, « *un outil important pour nous en situations d'urgence* » a cessé de fonctionner.

Marc Ravalomanana est arrivé à Addis-Abeba pour des consultations avec les autorités éthiopiennes, le président de la Commission de l'UA, Jean Ping, et le Commissaire à la paix

et la sécurité de l'UA, Ramtane Lamamra. Jean Ping a une nouvelle fois souligné « *l'impératif du retour rapide à l'ordre constitutionnel à Madagascar* ». Accompagné du ministre des Affaires étrangères du Swaziland qui préside l'organe de sécurité de la Sadc, « *il a rencontré beaucoup de monde* », a affirmé un haut responsable. La délégation devait se rendre ensuite en Libye pour rencontrer le président en exercice de l'UA, Mouammar Kadhafi.

Le Conseil de sécurité de l'Onu souhaite des élections rapides : il s'est dit préoccupé par les conditions anticonstitutionnelles dans lesquelles le pouvoir a changé de mains à Madagascar et a demandé un retour rapide à la normale par la voie d'élections, a indiqué Hailé Menkerios, sous-secrétaire général de l'Onu aux affaires politiques, chargé de l'Afrique. M. Menkerios s'exprimait après avoir rendu compte au Conseil de la situation dans la Grande Ile, où il avait été envoyé comme émissaire par le secrétaire général de l'Onu.

8 avril : mouvement de grève à la BCM et au ministère des Finances dans un contexte économique critique pour le nouveau pouvoir

Des employés du ministère des Finances ont entamé une grève et demandé le retour à « *l'ordre constitutionnel.* » Quant à la grève de la BCM, elle se poursuivait, provoquant la suspension du Marché Interbancaire des Devises (MID) et une nouvelle détérioration du cours de l'Ariary. Les agents ont mis par ailleurs en avant les difficultés financières pour faire fonctionner la machine administrative. En effet, les bailleurs de fonds ne reconnaissent pas le coup de force, alors que plus de 70% du budget de l'Etat provient de l'aide internationale, a rappelé le porte-parole du mouvement, qui faisait état d'une baisse de plus de 60% des recettes fiscales intérieures, aggravées par le mot d'ordre de « *désobéissance fiscale* ». Des menaces d'affectation disciplinaire et d'intimidation par les militaires pesaient sur les grévistes. Les fonctionnaires du Ministère des Finances sont venus renforcer les 4.000 manifestants présents à Ambohitatovo, avec des épouses de gendarmes, de policiers et de militaires.

Procès sur le détournement de 12 milliards Ar à l'agence de la BCM de Manakara : 20 personnes ont comparu devant la Cour Criminelle à Manakara, dont la moitié pour complicité. Les faits remontent aux années 2005 à 2007 et une procédure judiciaire avait été enclenchée depuis cette période. 4 inculpés sont en fuite à l'étranger notamment le directeur de l'agence, Louis Ranjeva [frère de l'ancien ministre des Affaires étrangères de Marc Ravalomanana et de Raymond Ranjeva, vice-président de la Cour de Justice Internationale de la Haye], et plusieurs opérateurs économiques « *karana* » et français. Le procès a pu enfin démarrer après 4 reports.

Louis Ranjeva a été condamné à 15 ans de travaux forcés et à une amende de 4 millions Ar. 5 autres prévenus ont été frappés de lourdes peines.

« Villas présidentielles » à vendre : suite à l'annulation du Sommet de l'UA, l'entreprise chinoise chargée de la construction des 54 villas a décidé de les vendre aux particuliers. Ces villas devaient être livrées aux autorités malgaches un mois avant la tenue du Sommet et restituées aux Chinois après la rencontre. Le coût d'une villa s'élèverait à 500.000 dollars.

Le chef de l'Etat-major général, Ndrianarijaona André, a lancé un ultimatum de 24 heures aux militaires de la garde présidentielle, sommés de rejoindre leur corps d'origine. Le directeur de la sécurité présidentielle sortant, le général Alain Randriamamory fait partie de ceux qui ont déjà réintégré les rangs. Quant à son prédécesseur, le général Raelina, il restait introuvable depuis deux mois, suite à la tragédie du 7 février à Ambohitsorohitra. Le Colonel Ndriarijaona a avancé qu' « *il n'y aura jamais de Capsat bis car les militaires restent unis* ». Et

d'affirmer qu' « il n'y a qu'un seul commandement au sein de l'Armée malagasy ». Il a déclaré que « l'Etat-major a déjà pris les précautions nécessaires afin d'éviter les affrontements entre Malgaches et de préserver la cohésion de l'armée ». L'ultimatum ayant expiré, les membres de l'ancienne garde présidentielle qui n'ont pas rejoint leur camp sont considérés comme déserteurs.

L'UA ne soutient pas le calendrier d'élections proposé par la HAT et regrette que « les assises nationales n'aient pas eu lieu dans des conditions de nature à trouver un consensus national sur les modalités de retour à l'ordre constitutionnel ». Le président de la Commission a lancé un appel pressant à tous les Etats membres et aux partenaires de l'UA pour qu'ils appuient fermement la position de l'Organisation telle qu'exprimée par le Conseil de Paix et de Sécurité, et « s'abstiennent de toute action de nature à conforter l'illégalité à Madagascar ».

Coordination des actions diplomatiques en vue du retour à « l'ordre constitutionnel » : Jean Ping a initié des consultations en vue de la formation rapide, sous l'égide de l'UA, d'un groupe de contact pour mieux coordonner l'action de la communauté internationale en vue du retour à l'ordre constitutionnel. « En travaillant en synergie avec la communauté internationale à Madagascar, un groupe réunissant les Nations unies, l'UA, la Sadc et l'OIF à Addis-Abeba continue de suivre de près l'évolution de la situation à Madagascar », a indiqué Tiebilé Dramé, l'émissaire des Nations unies.

La LOI a évoqué une complaisance pour la HAT de Ablassé Ouedraogo, émissaire de l'UA pendant la crise. Celui-ci il est marié à une Malgache, fille d'un ex-ambassadeur et proche collaborateur de l'ex-Premier ministre Pascal Rakotomavo, dernièrement nommé à la HAT.

9-10-11 avril : l'Onu et l'UA tentent de renouer le dialogue entre tous les protagonistes mais la délégation de Marc Ravalomanana claque la porte et celle de Didier Ratsiraka prend ses distances. La France mise en cause par les « légalistes » qui poursuivent leurs manifestations et font pression sur la communauté internationale.

Rencontre entre les représentants de Ravalomanana, Rajoelina, et des anciens présidents Zafy et Ratsiraka : l'ambassade du Sénégal a accueilli le 9 avril les différents protagonistes de la crise. Plusieurs rencontres s'y sont déroulées sous l'égide des émissaires de l'Onu, Tiebilé Dramé, et de l'UA, Ablassé Ouedraogo. Ces rencontres préliminaires devaient amorcer le dialogue proprement dit, dont les modalités restaient à définir et dont les conditions n'étaient pas encore réunies (la restauration des institutions de la République pour les « légalistes »). « On espère aboutir à une charte pour une gestion consensuelle de la transition », a déclaré une source diplomatique proche du dossier.

En invitant à la table des négociations les représentants des anciens présidents, les émissaires semblaient convaincus que la réconciliation nationale ne peut se faire sans la présence de toutes les composantes politiques.

Le 11 avril, la délégation de Marc Ravalomanana a quitté les discussions. « Nous avons quitté les négociations car c'était un dialogue de sourds », a déclaré le porte-parole du Tim. « Nous avons comme condition le retour de Marc Ravalomanana, cette requête n'est pas satisfaite », a-t-il dit, accusant M. Dramé, de « vouloir imposer une solution qui est la sienne ». Les médiateurs internationaux auraient demandé l'arrêt des manifestations des « légalistes » sur la place de la Démocratie durant les négociations, ce que la délégation pro-Ravalomanana aurait refusé.

Le 12 avril, les représentants de Ratsiraka ont pris également du recul par rapport aux négociations. « Nous ne pouvons pas participer, dans les conditions actuelles, au dialogue politique car nous ne voulons pas être jugés par le tribunal de l'Histoire pour avoir avalisé et entériné un coup

d'Etat institutionnel et militaire », ont-ils fait savoir. La délégation de l'ancien président « déplorait en même temps une volonté flagrante d'exclure les exilés » des discussions et de la future gestion de la transition.

Marche vers les ambassades et sit-in : des femmes « *légalistes* » vêtues de blanc, renforcées par des épouses de gendarmes, de policiers et de militaires, ont organisé le 9 avril une marche en direction des ambassades et des représentations internationales, suivie d'un sit-in, afin d'y déposer des requêtes en faveur du retour à « *l'ordre constitutionnel* ». Une délégation é été reçue par le coordonnateur résident du Système des Nations unies.

Le France mise en cause par les manifestants « *légalistes* » d' Ambohitovo : ils ont mis en cause la France pour son « *implication* » dans la dans la situation actuelle, et pour son action supposée en faveur d'une reconnaissance de la HAT par la communauté internationale. L'ambassadeur Jean-Marc Châtaignier a été hué. « *Nous vous ordonnons de retirer les militaires que vous avez recrutés pour former le Capsat. Nous sommes au courant. Et nous savons également que par votre biais, les gardes de corps de Andry Rajoelina sont des légionnaires. Dehors !* » a déclaré l'ancien ambassadeur en Algérie. La France a démenti à nouveau un soutien implicite à Andry Rajoelina : « *le maintien de l'aide publique de la France à Madagascar n'est pas un soutien implicite au président autoproclamé Andry Rajoelina, mais procède du souci de ne pas pénaliser la population* », a déclaré le ministère français des Affaires étrangères.

Marc Ravalomanana a déclaré à deux reprises par téléphone qu'il comptait rentrer « *le plus vite possible* ». Il a expliqué que durant 2 jours des discussions ont été engagées en Libye avec des responsables de la Sadc et de l'UA sur la manière d'assurer son retour à Madagascar, « *avec les moyens qui s'imposent* ». Il a appelé à la prudence face aux « *fausses informations et les rumeurs qui circulent* ». Et de préciser qu'il n'a aucun lopin de terre ni de maison à l'étranger et que les bailleurs de fonds ont suivi de près les dépenses du budget de l'Etat, que le budget de l'Etat n'a jamais été utilisé pour son enrichissement personnel. « *Les employés du FMI et les bailleurs comme la Banque mondiale et l'UE ont observé, ils ont doublé voir triplé l'aide pour Madagascar. C'est la preuve que ce qu'on fait circuler est faux* »

Au cours de l'un des meetings des « *légalistes* », le porte-parole du Tim a déclaré avoir été contacté par le nouveau régime pour entamer des discussions. Après de vives protestations de la foule, M. Andrianantoandro a précisé qu'il « *n'avait pas accepté* », exigeant comme préalable « *le retour du président Ravalomanana* ».

Déclaration du Premier ministre au sujet du retour de Marc Ravalomanana : « *Laissez-le rentrer ! Beaucoup de questions sont encore à lui poser* ». Monja Roindefo veut interpeller l'ancien président concernant, entre autres, « *la tuerie devant le Palais d'Ambohitsorohitra le 7 février, la violation de la Constitution, le détournement de fonds à la BCM* ».

Echec de la tentative d'arrestation de l'ancien chef de l'état-major général de l'armée, Edmond Rasolomahandry. Un commandant de la gendarmerie qui participait à l'opération a affirmé que ses services assuraient l'exécution d'un mandat d'arrêt.

Après négociation avec le Premier ministre, les employés de la BCM ont temporairement suspendu leur mouvement mais ont tenté de le reprendre le 15 avril. Ils ne semblaient pas avoir obtenu la prise en compte de leurs revendications, notamment le respect de leur indépendance et de leur statut, ainsi que l'arrêt des « *actes d'intimidations et des menaces* », et la libre circulation des convois de l'Etablissement. Des mesures ont été prises afin de permettre aux services vitaux comme le MID de fonctionner.

Port de Toamasina : 35.000 tonnes de riz réquisitionnées. Les responsables du groupe Tiko, propriétaires de la cargaison, ont nié qu'aucun accord n'ait été conclu entre les dirigeants de la société et le ministre des Finances de la HAT. La vente de riz à 500 Ar/kg ne permet pas de couvrir cette créance, selon un responsable de la banque qui a cautionné l'opération d'importation de Tiko. On se demandait en outre où seront versées les recettes issues de cette vente du riz réquisitionné. Une secte présente sur la place de la Démocratie a mis en cause à ce sujet Mgr Odon Razanakolona, accusé de ne pas avoir condamné cette spoliation.

Le ministère du commerce de la HAT a confirmé avoir réquisitionné farine, huile et riz de la société Tiko « compte tenu des besoins urgents de la population » et de la « péremption rapide » de ces marchandises. Le ministère a ordonné leur « mise en vente immédiate » laquelle est gérée par une « cellule opérationnelle ». Selon le groupe Tiko, ces réquisitions seraient contraires à leurs engagements du 7 avril. Ces actions s'ajouteraient ainsi à la saisie des comptes bancaires des sociétés du groupe ainsi que les comptes personnels des actionnaires selon un communiqué émanant de la cellule de communication de Tiko.

La HAT aurait tenté d'importer de la farine pour faire face aux besoins de la population mais le projet aurait été abandonné en raison de son coût. Selon *Midi*, elle envisagerait de réquisitionner l'usine du groupe Tiko de Toamasina.

Le gouvernement du régime de Transition est toujours incomplet, 3 semaines après l'installation du président de la HAT. Selon *Midi*, l'attribution du ministère de la Défense faisait l'objet d'une « guerre de promotions » parmi les officiers sortant de l'Académie militaire. De plus, certains postulants n'ont que le grade de colonel, alors que des généraux peuvent prétendre au poste. Mais la « révolte orange » a été conduite par le colonel Noël Rakotonandrasana, lequel se dit prêt à accepter le poste si on fait appel à lui. La communauté internationale, qui prône une transition consensuelle, aurait exigé le gel des nominations de ministres en attendant l'issue du dialogue qui vient de reprendre. Il se pourrait même que tout le gouvernement soit remanié. « La porte du régime transitoire s'ouvre à tous les gens de bonne volonté. C'est pourquoi on n'a pas encore désigné tous ses membres », a déclaré Andry Rajoelina.

La HAT suspend les 22 chefs de région : cette décision est intervenue après que les partisans du changement aient manifesté leur volonté de faire table rase de l'ancien régime. Des tentatives « sauvages » de renversement des chefs de région ont eu lieu avant le départ de Marc Ravalomanana et ont fait une victime à Ambositra. Le Crn de Zafy Albert ayant revendiqué la renaissance des provinces autonomes et appelé les populations des collectivités décentralisées et des ex-provinces à désigner elles-mêmes leurs dirigeants, il est vraisemblable que le gouvernement de Transition ne souhaitait pas être mis devant le fait accompli. Des rivalités entre partisans du changement étaient signalées dans plusieurs régions ou localités, à mesure que la Transition cherchait à rendre effective son autorité sur l'ensemble du territoire.

La maire de la commune d'Antsirabe, Olga Ramalason, appelle à la résistance : elle a exhorté les responsables des collectivités décentralisées et les responsables des services administratifs à la désobéissance face aux destitutions en série effectuées par la HAT. Après le limogeage de 5 ambassadeurs, suivi du limogeage des 22 chefs de régions, l'élue anticipe sur les suspensions probables des maires Tim dans tout le pays.

Attentat chez Jacques Sylla : deux grenades offensives ont été lancées contre le domicile de l'ancien président de l'Assemblée nationale et nouvel allié de Tgv, faisant un blessé.

Sadc : une session spéciale du Comité pour la défense et la sécurité s'est tenue au Botswana pour faire le point sur la situation à Madagascar. Le Chef de l'Etat Major général des Forces armées angolaises a assisté à cette réunion.

Mouammar Kadhafi, président en exercice de l'UA, a reçu Marc Ravalomanana le 10 avril.

14-15 avril : nouvel ajournement des négociations sous l'égide des Nations unies et de l'UA, suite au départ des délégations de Marc Ravalomanana et de Didier Ratsiraka. Les pro-Ravalomanana annoncent une semaine décisive avec le retour de l'ex-président, avec l'appui de la Sadc et de l'UA

Négociations ajournées à l'ambassade du Sénégal : le médiateur des Nations unies, Tebile Drame, a annoncé le 14 avril que les négociations avaient été ajournées. Selon son assistant, « *malgré cet ajournement, les Nations unies et l'UA ne cessent de poursuivre des efforts pour la stabilité du pays* ». Des émissaires de la Sadc vont tenter de prendre la relève, malgré le fait que la HAT ait annoncé le départ de Madagascar de l'organisation régionale.

Radio Antsiva a rapporté que les représentants de Didier Ratsiraka avaient demandé à Andry Rajoelina d'accorder une amnistie générale pour tous les « *prisonniers politiques et réfugiés politiques* » plutôt que la simple grâce présidentielle décrétée à sa cérémonie d'investiture, le 21 mars.

Marc Ravalomanana aurait annoncé son retour le samedi 18 avril : la primeur de l'information a été communiquée aux « *légalistes* » rassemblés place de la Démocratie le 14 avril.

Marc Ravalomanana prêt à partager le pouvoir : il a déclaré à *Reuters*, qu'il était prêt, dans l'intérêt du pays, à partager le pouvoir avec Andry Rajoelina. « *J'aimerais créer un gouvernement ouvert, démocratique, avec la participation de la société civile et d'autres partis politiques [...] Créer un gouvernement de consensus* », a-t-il déclaré. Selon ses dires, le coup d'Etat a été comploté par une petite fraction de l'armée, 150 à 200 personnes maximum. Il s'est dit confiant dans la capacité de l'UA et de la Sadc à l'aider à revenir à Madagascar. Il compterait à son retour organiser, avec leur soutien, une élection présidentielle anticipée ou un référendum.

La commune urbaine d'Antananarivo restreint le droit de manifester sur la place de la Démocratie : l'occupation de la place pour des rassemblements politiques ne sera plus autorisée que 2 jours par semaine. Son utilisation sera soumise à une autorisation préalable de la mairie, qui compte faire appliquer sa décision aux « *légalistes* » qui se sont emparés des lieux.

Didier Ratsiraka pourrait rentrer au pays avant la fête nationale du 26 juin. L'effervescence politique régnait à Toamasina, tiraillée entre plusieurs tendances. Les supporters de Didier Ratsiraka s'activent pour réhabiliter sa résidence laissée à l'abandon depuis le pillage consécutif à son départ en exil. Le retour de Pierrot Rajaonarivelo a également été annoncé.

Les femmes « légalistes » poursuivent leur mobilisation : elles ont rencontré les ambassadeurs d'Allemagne et du Japon et ont lancé un nouvel appel à la communauté internationale. Des épouses de militaires étaient à nouveau présentes au sein de leur manifestation.

Le discours des « légalistes » se radicalise : des leaders de la place de la Démocratie ont exigé de la communauté internationale l'arrêt total des aides en faveur de Madagascar, tant que Marc Ravalomanana ne sera pas réinstallé à la présidence. Ils ont également préconisé la paralysie de la BCM et lancé un nouvel appel à la grève générale des fonctionnaires.

Les députés destitués par le régime transitoire entendent tenir leur première session ordinaire début mai. Le Premier ministre a rappelé que la suspension de cette institution signifie interdiction de réinvestir le bâtiment abritant la Chambre basse. Cependant, il a exclu tout usage de la force et prôné le dialogue. La réinstallation des sénateurs et des députés a été confirmée pour les jours à venir. Selon la HCC, aucun décret ni arrêté n'a été pris pour suspendre ou dissoudre les deux Chambres. Les députés et les sénateurs sont donc officiellement en fonction et rien ne s'opposerait donc à ce qu'ils siègent à nouveau pour la session ordinaire.

Intense activité diplomatique de la Sadc : une importante mission composée de ministres de la Troïka de la Sadc, du secrétaire exécutif et de représentants de l'UA était attendue. Elle devait succéder à la délégation de la Troïka de la Sadc chargée d'évaluer la situation dans le pays, arrivée le 15 avril, et qui a rencontré le jour même les « légalistes » et plusieurs personnalités. Le ministre des affaires étrangères du Swaziland a indiqué que la Sadc travaillait activement à la réinstallation de Marc Ravalomanana, en plein accord avec l'UA.

Rumeurs d'intervention de troupes africaines de la Sadc : le colonel Ndriarijaona autoproclamé chef d'Etat major le mois dernier, a averti que les « *forces armées vont riposter à toutes invasions étrangères [...] Les matériels militaires dont nous disposons sont largement suffisants pour faire face aux envahisseurs* ». Les membres de la garde présidentielle de Marc Ravalomanana n'ont pas dissimulé leur identité et étaient présents aux rencontres qui se sont tenues avec les émissaires de la Sadc.

Il y a t il un risque d'affrontement armé ? S'interroge Sobika. « *Le pays est politiquement divisé, et pas seulement en deux camps. Il y a les pro Tgo, les pro Ravalomanana, les Arema, les Crn, les légalistes, les indécis, les neutres etc. ...A quel point cette division est elle irréconciliable pour les malgaches ? En clair : il y a t il un risque de guerre civile à Madagascar ? Si nous posons cette question, ce n'est pas pour faire une annonce choc, mais parce que cette éventualité est plausible. L'annonce du retour de Marc Ravalomanana plus la demande lancée à Andry Rajoelina par les observateurs de la Sadc de quitter le pouvoir a fait réagir. En premier lieu par le Colonel Ndriarijaona, chef des Armées depuis sa prise de l'Etat Major qui est prêt à combattre toutes forces étrangères par les armes. Les malgaches, pacifistes reconnus, seront psychologiquement prêts à se livrer à une guerre civile pour cause de différences d'opinions ? A priori, non, mais il suffit d'un mouvement de foule pour que tout s'accélère et change les esprits. Il suffit d'un dérapage pour que la machine infernale de la guerre soit lancée. Cette crise, qui n'est pas finie, doit se régler par la parole et par la voie politique. Personne ne détient la vérité ni le bien absolu, sinon il n'y aurait pas eu de 13 Mai hier ni d'Ambohijatovo aujourd'hui. Personne ne représente réellement le peuple tout entier de Madagascar. Il faut donc accepter d'agir pour le bien des malgaches et du pays avant tout. Cela fait très bla-bla, mais en gros, cela veut, dire qu'il faut savoir mettre de l'eau dans son vin et dans ses certitudes si on veut sortir le pays de cette crise qui ne fait que trop durer. Les malgaches ne veulent pas d'une division, ils veulent une réconciliation »*

16 avril : une situation ubuesque de plus : après deux Présidents, l'île a deux Premiers ministres... Manandafy Rakotonirina nommé « Premier ministre » du nouveau gouvernement Ravalomanana, qui affirme depuis son exil ne pas avoir remis ses pouvoirs aux militaires.

Communiqué conjoint UA - Nations unies : « L'UA et l'Onu restent convaincues que seule une formule consensuelle et inclusive est susceptible de garantir une stabilité politique durable à Madagascar. Les émissaires de l'UA et de l'Onu, MM. Ablassé Ouedraogo et Tiebilé Dramé, encouragent toutes les parties malgaches à accepter de faire des concessions pertinentes pour une transition consensuelle, inclusive et apaisée. Ils tiennent également à réitérer l'engagement et la disponibilité de leurs Organisations respectives à accompagner le peuple malgache dans la résolution de la crise ».

La HAT a indiqué qu'elle ne s'opposerait pas au retour de Marc Ravalomanana mais elle espère l'obliger à s'expliquer publiquement sur certaines affaires nationales. Cette déclaration laissait penser que la HAT avait décidé d'être plus souple. La venue des observateurs de la Sadc, la marche des femmes, ainsi que la toujours forte mobilisation populaire, n'était peut-être pas étrangère à cette annonce.

Manandafy Rakotonirina, Premier ministre du futur gouvernement Ravalomanana, selon un communiqué du Comité de Soutien de la Démocratie, de la Constitution et de la République malgache (RRM Europe): « Avant le retour imminent du président Marc Ravalomanana à Madagascar avec les forces armées de la Sadc, Manandafy Rakotonirina, non apparenté au parti Tim du président, a été choisi ce 15 avril 2009 comme Premier ministre du nouveau Gouvernement du président légitime Marc Ravalomanana ».



L'information a été confirmée par Marc Ravalomanana, au téléphone, lors d'un rassemblement de 15.000 de ses partisans: « Je viens de nommer M. Manandafy Rakotonirina Premier ministre. Il est le Premier ministre légal. Nous espérons, et le monde entier aussi, qu'il accomplira son devoir pour le retour de la paix et surtout le bien-être du peuple malgache », a-t-il déclaré. M. Rakotonirina, âgé de 70 ans, 3 fois candidat malheureux à l'élection présidentielle, était présent à la tribune, entouré de militaires gradés en tenue.

Marc Ravalomanana a nié avoir remis ses pouvoirs à un directoire militaire, rappelant sa version des événements: « Le directoire militaire n'a jamais été constitué, [...] le président n'a pas formellement déposé sa démission et demeure le président légalement élu, [...] le gouvernement a été dissous et dès lors, il est nécessaire qu'un nouveau gouvernement soit mis en place ». Il a affirmé que cette nomination d'un Premier ministre de consensus était « acceptée par la communauté internationale ».

Manandafy Rakotonirina a rendu visite à la HCC pour la « prévenir » de sa nomination. Il a convié les représentants de la communauté internationale et les opérateurs économiques à le rencontrer. Evasif quant à sa mission, il semblait surtout avoir été nommé pour mettre la pression sur la HAT qui peine à encre son pouvoir. Il n'en demeure pas moins que Madagascar a de nouveau deux Premiers ministres, une situation ubuesque de plus. Il a déclaré qu'il n'est pas contre le retour au pays des exilés politiques dont l'amiral Didier Ratsiraka.

Conférence de presse de Manandafy Rakotonirina : il a mis en garde les militaires qui menacent d'arrêter Constant Raveloson, l'un des dirigeants du mouvement « légaliste » et a déclaré qu'il était aussi chargé de la Défense nationale, donc le responsable de l'Etat-major. Il a accusé Bernard Kouchner d'avoir fait d'une révolte de rue, un événement international.

Les trois émissaires de la Sadc ont tenu une réunion à huis clos avec Manandafy Rakotonirina, ainsi qu'avec quelques membres du Tim.

Difficultés au sein des forces armées et tentative d'organisation des « légalistes » : l'annonce du retour prochain de Marc Ravalomanana a mis à jour des clivages internes aux forces de l'ordre. Des réservistes, des policiers mais aussi des membres de l'ex-garde présidentielle s'organisent et ont annoncé la désignation d'un porte-parole. La nomination d'un nouveau commandant en chef de la gendarmerie en remplacement du Général Gilbain Pily ne faisait pas l'unanimité et certains hauts gradés ont dénoncé le fait que « l'ancienneté en port de grade et en nomination n'ait pas été respectée ». Des « Assises militaires pour la réconciliation » étaient annoncées afin de mettre à plat tous les problèmes.

Les femmes « légalistes », au nombre de 10.000, se sont rendues en cortège à la HCC et ont été reçues par le président Jean Michel Rajaonarivony. La délégation a déposé une requête contre la suspension du Parlement et une autre pour annulation de l'ordonnance du 17 mars relative au transfert du pouvoir à un directoire militaire du moment que le directoire ne l'a pas pris. Les manifestants ont aussi déposé auprès de la HCC, un décret pris à Tripoli par le président Ravalomanana et relatif à la nomination d'un Premier ministre.



Le ministre de l'Intérieur de la HAT menace : « Le régime de la Transition actuelle est prêt à limoger tous les représentants de l'Etat au niveau des collectivités décentralisées, s'ils portent atteinte au pouvoir en place actuel [...] Le tout est d'éviter aux chefs districts et autres d'être à la merci de l'ancien régime ». Les districts et même les Fokontany sont menacés.

Les médias à nouveau sous pression : Radio Mada et TV Mada ont reçu des menaces de fermeture. Selon la lettre de mise en demeure qui leur a été adressée, le contenu des programmes diffusés « tend à inciter à la désobéissance civile et à ébranler la confiance du public envers les Institutions de la République ». Des employés de TVM/RNM se sont mis en grève pour dénoncer « l'immixtion de la HAT sur la conduite de l'information ». Ils ont prévu de rejoindre le mouvement des « légalistes » à Ambohitovo.

Poursuite contre l'ancien régime : mise en place d'une Chambre de plainte. Le Conseil des ministres a décidé de dresser un état des lieux de toutes les malversations constatées dans tous les ministères sortants. Plusieurs dénonciations ont été déjà faites par des tierces personnes depuis la chute du régime Marc Ravalomanana, notamment concernant des vols de terre par le groupe Tiko, en particulier dans la région du Vakinankaratra.

Bois précieux : le pillage du palais d'Iavoloha se poursuit. 19 personnes suspectées de vol et de recel ont été déférées au parquet. Le ministère de l'Environnement a indiqué que 1.130 m³ de bois précieux et semi-précieux avaient été stockés à Iavoloha. Le constat effectué récemment faisait état de la disparition de 35 containers de ces produits.

17 avril : incertitude sur le retour de Marc Ravalomanana, menacé d'arrestation. Le gouvernement de la HAT est complété. Le nouveau PM de Marc Ravalomanana ne parvient pas à s'installer au palais d'Andafiavaratra

Confirmation du mandat d'arrêt délivré contre Marc Ravalomanana et son ancien ministre des Finances. La ministre de la Justice, Christine Razanamahaso, a déclaré que les forces de

l'ordre chargées d'exécuter ce mandat étaient prêtes à agir. Marc Ravalomanana et son ministre des Finances sont accusés de mauvaise utilisation de fonds publics. Pour l'instant, le seul dossier à l'origine du mandat d'arrêt concerne l'achat de l'avion « *Force One II* ».

Le retour de Ravalomanana incertain ce week-end : un porte-parole du Tim a démenti les rumeurs selon lesquelles ce dernier reviendrait ce week-end. Constant Raveloson (Mfm) a évoqué des raisons de sécurité pour demander la patience des manifestants d'Ambohijatovo : « *L'accueil et la protection de Marc Ravalomanana doivent être bien préparés* », a-t-il déclaré. La HAT, par la voix de Roland Ratsiraka, Désiré Ramakavelo et Jean Lahiniriko, a affirmé qu'un retour au pouvoir de Marc Ravalomanana était inadmissible. Ils souhaitent le juger et l'accueillir « *à leurs façons* ».

Des batteries anti-aériennes à l'aéroport d'Ivato : le colonel Noël Rakotonandrasana a expliqué que l'initiative constituait une mesure préventive contre une invasion militaire et n'était pas destinée à s'opposer à une éventuelle venue de l'ancien président. Des blindés ont également été envoyés discrètement à Ivato.

Aucun envoi de troupe militaire de la Sadc à Madagascar n'est envisagé, a déclaré l'ambassadeur d'Afrique du Sud qui a été convoqué par le ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Transition afin d'obtenir des clarifications à ce sujet. Ces assurances auraient été confirmées par une délégation de la Sadc de passage à Madagascar.

Ravalomanana au Swaziland dans une villa royale : selon *Times of Swaziland*, il occuperait une villa royale (Sultan suite) à proximité de la capitale, Mbabane. Le séjour est pris en charge par l'Etat du Swaziland. Interrogé par le quotidien sur le choix de ce pays, Marc Ravalomanana a entre autres souligné qu'il s'entend bien, depuis longtemps, avec le Roi Mswati III [*dernier monarque absolu d'Afrique*] et apprécie l'hospitalité du président de la Troïka de la Sadc.

La HAT a complété son gouvernement : le colonel Noël Rakotonandrasana, qui a mené la mutinerie de militaires, a été nommé ministre des Forces armées. Ce sera donc un colonel qui commandera des généraux y compris au sein du gouvernement puisque le général Claude Ravelomanana, chargé de la gestion de la Gendarmerie n'est que Secrétaire d'Etat. Certains observateurs ont fait remarquer que cette nomination consacrait la victoire des ultras du Capsat. A noter la nomination de Nadine Ramaroson comme ministre de la Population et des Affaires sociales. Elle était la seule à être aux côtés d'Andry Rajoelina au début de la lutte pour le respect des libertés. Sa popularité demeure très importante dans les quartiers pauvres où elle mène depuis des années des actions en faveur des défavorisés. La nouvelle ministre n'a pas que des amis au sein de la HAT. Elle avait traité les vieux politiciens véreux qui ont conduit Andry Rajoelina dans sa situation inextricable actuelle d'« *affamés* ». Enfin, en tant que Secrétaire générale du Conecs (Conseil économique et social), elle représente l'ouverture sur la société civile. Le gouvernement de Transition est maintenant composé de 22 ministres, en majorité des techniciens. Il restait encore quelques postes à pourvoir. La HAT a déclaré avoir recherché le meilleur équilibre régional. Un Conseil militaire pour la défense nationale (CMDN), lié directement à la Primature, a été créé. *Sobika* observe « *qu'il manque un ministère très important, peut être même le plus important, car c'est sur lui que repose toute la richesse et l'image de Madagascar : un ministère de l'Environnement et du développement durable* », alors que les défenseurs de l'environnement s'alarment du pillage des ressources naturelles qui s'est amplifié à la faveur de la crise.

Rencontre « conviviale » entre les Premiers ministres Charles Rabemananjara et Monja Roindefo : deux semaines après la passation de service entre l'ancien et l'actuel locataire de Mahazoarivo, Charles Rabemananjara a effectué une visite d'adieu au personnel de la Primature. La cérémonie marquée par la présence du PM de la Transition, Monja Roindefo, s'est déroulée dans une ambiance qualifiée de « conviviale ». D'après le PM de la HAT, la nomination de Manandafy Rakotonirina comme Premier ministre de Marc Ravalomanana «peut être qualifiée d'usurpation de pouvoir et d'usage de faux, donc, passible de poursuite judiciaire. [...] La HAT prendra les mesures nécessaires si les partisans de l'ancien président Ravalomanana essayent d'investir les bureaux appartenant à l'Etat », a-t-il prévenu.

Prise du palais d'Andafiavaratra reportée : les partisans de Marc Ravalomanana ont renoncé à la prise du palais d'Andafiavaratra. Il en avait été de même pour les palais de l'Assemblée nationale et du Sénat. Manandafy Rakotonirina, « Premier ministre » de Ravalomanana avait annoncé la prise de ce palais inoccupé pour y recevoir les représentants de la communauté internationale et les opérateurs économiques. De nouvelles actions étaient annoncées par les « légalistes » pour la prise de ces trois lieux de pouvoir.

Des employés de la BCM sont à nouveau en grève car, selon eux, « la HAT n'a pas respecté ses engagements par écrit sur la garantie du respect du statut et de l'indépendance de l'institution ». Ils ajoutent que les convois de fonds de la Banque sont contraints de transiter très souvent vers les camps de la gendarmerie en vue d'une enquête sur la destination des fonds, ce qui gêne le bon fonctionnement de l'institution. En dépit du mouvement de grève, la HAT a lancé ses premiers Bons du Trésor par voie d'adjudication (BTA), pour faire face au manque de liquidités.

Les militaires « légalistes » ont diffusé une liste de 22 militaires mutins (19 du Capsat et 3 de la gendarmerie nationale) ayant participé au coup d'Etat du 17 mars.

L'Ambassade de Madagascar à Paris sous bonne garde de la GTT¹ [association « légaliste »] : après l'échec de la tentative du ministre des Affaires Etrangères de la HAT, Ny Hasina Andriamanjato, le ministre des Télécommunications, Augustin Andriamananoro, est venu à son tour à Paris pour limoger l'ambassadeur. Des Malagasy citoyens français, membres du GTT, sont venus manifester pacifiquement devant le ministère des Affaires étrangères et ont déposé un dossier sur le coup d'Etat, comprenant copie des plaintes déposées auprès du TPI et de la CIJ. Ils ont également interpellé les députés français pour exiger de la France une position claire en ne finançant pas le « gouvernement insurrectionnel ».

Les presbytériens américains soutiennent Ravalomanana : selon la LOI, la Presbyterian Church des Etats-Unis, qui compte plus de 2 millions d'adeptes, s'est solidarisée avec l'Eglise protestante malgache Fjkm, dont l'ex-président Marc Ravalomanana est le vice-président. Elle a demandé à ses fidèles de téléphoner ou d'écrire aux élus du congrès pour les pousser à prendre des initiatives en faveur du retour de Marc Ravalomanana à la présidence.

18 & 19 avril : la tension est encore montée d'un cran avec l'installation du Premier ministre des « légalistes », leur attente déçue concernant le retour de Marc Ravalomanana. Prise de contrôle de médias par les Tgvistes

Marc Ravalomanana a différé son retour pour des raisons de sécurité. Le faux-bond de «Dada» a fait l'effet d'une douche froide. Et pourtant la démonstration de ses partisans a été

¹ Gasy Tia Tanindrazana

massive et impressionnante durant le week-end. Des observateurs estimaient que si Ravalomanana voulait encore jouer un rôle, il faudrait qu'il ait le courage de tenir ses promesses vis-à-vis de ses partisans, quitte à prendre des risques.

Le « Premier ministre » Manandafy Rakotonirina s'est installé provisoirement à l'hôtel Carlton, dans l'attente de pouvoir prendre possession de la demeure historique des Premiers ministres d'Andafiavaratra, en cours d'aménagement, mais interdite d'accès par les Tgvistes. Il a rencontré l'ambassadeur de France (qui n'a pas encore présenté ses lettres de créance), puis la délégation de la Troïka de la Sadc, mais le rendez-vous prévu avec l'ambassadeur des Etats-Unis, Niels Marquardt, a dû être différé en raison d'une intervention musclée des militaires Tgvistes. La foule des « *légalistes* » a organisé un sit-in devant l'hôtel, qui était encerclé par des militaires armés. Des affrontements entre factions rivales de l'armée ont été évités mais la tension était vive dans le quartier, la rumeur courant que le Premier ministre « *en titre* » serait arrêté. Les militaires « *légalistes* » ont pénétré dans les locaux et ont réclamé la liste des clients. Des parlementaires et des clients ont dû être évacués. Côté forces de l'ordre, on affirmait que leur présence au Carlton avait pour but d'« *arrêter les éléments de l'ancienne garde présidentielle qui n'ont pas encore rejoint les casernes et qui sont alors devenus des déserteurs. Et qui seraient aux côtés des dirigeants du mouvement d'Ambohijatovo* ».

La place d'Ambohijatovo a encore accueilli plusieurs dizaines de milliers de « légalistes », qui ont réclamé l'arrestation d'Andry Rajoelina. Des consignes d'arrêt de travail et de blocage de l'appareil administratif ont été données pour le début de la semaine. Les « *légalistes* » sont de plus en plus nombreux dans la rue et dépassent maintenant en importance les manifestations pro-Rajoelina d'antan.

En visite à Toamasina, Andry Rajoelina a dénoncé le « tribalisme véhiculé par les légalistes ». « *La HAT ne fait pas d'exclusion et reste ouverte à toutes les forces politiques* », a-t-il lancé. Les natifs de Toamasina ont réclamé une amnistie générale et le retour des exilés politiques.

L'Etat Major préparerait une opération de sécurisation de tout le territoire motivée par la crainte d'une intervention militaire étrangère ou de « *mercenaires* ». C'est ce qu'ont déclaré des militaires « *légalistes* » qui ont fait circuler un document de l'Emgam qu'ils affirment avoir infiltré.

Manandafy Rakotonirina : « Sarkozy ne reconnaît que Ravalomanana ». Selon Constant Raveloson, porte-parole du Premier ministre, la rencontre qui s'est déroulée au Carlton a permis à l'ambassadeur de France de confirmer que Nicolas Sarkozy ne reconnaît que Marc Ravalomanana comme président de la République. Il a annoncé qu'un conseiller spécial de Nicolas Sarkozy sera dépêché à Madagascar pour rencontrer le premier ministre « *en titre* ».

Renversement des rôles : les émetteurs de Radio et TV Mada enlevés par des militaires Tgvistes. La station pro-Ravalomanana a été prise d'assaut par les militaires du Capsat dans le quartier de Faravohitra, proche de la résidence privée de l'ancien président. Une fusillade a été entendue. Cette action est survenue quelques jours après la diffusion par cette TV des événements qui se sont produits à l'Episcopat lors de l'arrestation du Pasteur Lala Rasendrasina, le 17 mars. *Radio Mada* avait reçu une lettre de mise en demeure du ministre des Télécommunications le 17 avril. Le nouveau pouvoir a donc pris des mesures identiques à celles qui avaient été décrétées à l'encontre de la station *Viva* et qui avaient déclenché les manifestations populaires, ayant entraîné la chute du régime Ravalomanana.

Radio Fahazavana [radio protestante « *Lumière* »] située dans le même quartier a également été la cible des militaires et a dû faire appel au renfort des « *andrimasom-pokonolona* » [vigiles de quartiers] pour défendre ses installations.

Le pasteur Lala Rasendrasahina, président de la Fjkm, a mis en cause l'intégrité de certains acteurs du coup d'Etat : il a déclaré au journal *Michigan Local News* que certains supporters d'Andry Rajoelina sont corrompus, fournissant ce détail : « *quand j'ai été arrêté par les militaires [les mutins du Capsat], je les ai entendus discuter dans le hall de l'argent qu'ils avaient reçus* » pour renverser le gouvernement.

8 chefs de région sur 22 sont officialisés dans leur circonscription : des meneurs locaux du mouvement populaire se sont vus récompensés. Le Premier ministre Monja Roindefo a déclaré qu'ils sont susceptibles de révocation à tout moment et sans état d'âme. Ils auront pour mission de préparer des assises régionales et l'organisation d'une journée nationale « *de mobilisation contre le retour de la dictature* ».

Gouvernement Manandafy : des membres de la société civile réservés. Ils ne souhaitent pas intégrer un gouvernement d'ouverture. « *Nous n'avons pas été contactés. Mais nous ne participerons pas à un tel gouvernement* », a fait savoir Bruno Rakotoarison, secrétaire général du Kmf/Cnoe. Même réaction de la part de Madeleine Ramaholimiaso, fondatrice de l'Observatoire de la vie publique, qui précisait qu'elle n'envisageait pas non plus de collaborer avec la HAT. Elle a émis le souhait que la HCC clarifie sa position le plus rapidement possible et indique « *qu'elle est l'institution qui répond aux critères de légalité* ».

La diaspora malgache de Strasbourg va saisir le Parlement européen : sa démarche vise à faire condamner la France pour sa position jugée favorable au coup d'Etat. Elle revendique également en faveur d'une condamnation du non respect des Droits de l'Homme par les parties au conflit : « *le sacrifice des vies des Malgaches pour l'accession au pouvoir, les atrocités, les exactions, le terrorisme que subissent les Malgaches, principalement les « légalistes* ». Une rencontre a eu lieu avec Catherine Trautmann (Députée Européen).

20 avril : la capitale de nouveau le théâtre d'affrontements meurtriers. La contestation du nouveau pouvoir s'est radicalisée et la répression aussi. Quelle différence entre la «dictature» de Ravalomanana et la gouvernance d'Andry Rajoelina, s'interrogent certains observateurs...

Deux manifestant pro-Ravalomanana tués et 17 autres blessés : plusieurs milliers de manifestants « *légalistes* » se sont une nouvelle fois rassemblés place de la Démocratie, rejoints par des étudiants et des universitaires. Le cortège s'est ensuite déplacé vers la HCC où une délégation a demandé des « *explications sur la mise en place de la HAT* » au regard de la Constitution. Les partisans de Marc Ravalomanana se sont ensuite dirigés vers le tribunal de grande instance, qui était fermé, pour y déposer une lettre au procureur de la République protestant contre la saisie, la veille, par des militaires, d'équipements de transmission de *Radio et TV Mada* ainsi que de la radio chrétienne *Fahazavana*, trois médias proche de l'ex-président. Les forces de l'ordre sont alors intervenues pour disperser les manifestants à coups de grenades lacrymogènes et assourdissantes. Des affrontements ont ensuite opposé pendant plusieurs heures les forces de l'ordre à des groupes de manifestants mobiles, dans le quartier du lac Anosy, regroupant de nombreux ministères. Le cadavre d'un manifestant était entreposé à la morgue de l'hôpital HJRA. Une liste de 12 blessés était affichée, dont 5 en réanimation et 2 en neurologie. Plusieurs sources hospitalières ont précisé que 13 blessés, dont une grande majorité par balle, avaient été admis à l'hôpital. Des militaires auraient tenté

d'entrer à l'hôpital HJRA (pour enlever des corps ?) mais en ont été empêchés par des manifestants. Roindefo Monja a déclaré à la presse qu'un policier avait été abattu par les manifestants. Des manifestants portant les banderoles des étudiants de l'université ont pris la fuite et se sont réfugiés dans l'enceinte du HJRA après un face-à-face avec les forces de l'ordre, provoquant un début de panique dans l'hôpital. Les membres de l'Ordre des médecins ont dénoncé « *des menaces à l'encontre de (leurs) confrères* ». Des grenades ont atterri dans l'enceinte d'une école proche. Des véhicules ont été brûlés au ministère du Plan et au Sénat, le Cercle franco-malgache, où se trouvait le ministre du Commerce, à été incendié. Le ministre a été sauvé par ses gardes de corps qui ont ouvert le feu pour dégager la voie. Des contestataires s'en sont pris aux panneaux publicitaires de la société Injet, détenue par Andry Rajoelina.

Le « *Premier ministre des légalistes* » Manandafy Rakotonirina, s'est adressé aux forces de l'ordre « *afin qu'elles mettent fin à la violence* ». Le Premier ministre de la HAT, Monja Roindefo, a déclaré que les « *légalistes* » ne seraient plus autorisés désormais à manifester place de la Démocratie à Ambohitovo. Le chef du gouvernement a évoqué l'intention des « *légalistes* » d'introduire des mercenaires angolais dans le pays. Il a confirmé à cette occasion l'organisation d'une journée nationale contre la dictature le 22 avril.

Marc Ravalomanana s'est manifesté une nouvelle fois pour confirmer son retour « *dans les semaines ou les mois qui viennent* » Il a réaffirmé ne pas avoir démissionné et a déclaré compter sur ses partenaires africains pour l'aider à revenir au pouvoir. L'ancien président, qui s'exprimait à Johannesburg, a ajouté qu'il était prêt à partager le pouvoir avec son rival qui l'a contraint à partir, mais seulement si Andry Rajoelina « *s'engageait à suivre l'autorité de la loi* ». Il a estimé que la tenue d'une élection avant la fin de l'année constituait la seule manière de sortir de la crise. Selon le Marc Ravalomanana, la délégation de la Sadc présente à Madagascar, s'efforcera actuellement de persuader Andry Rajoelina de quitter le pouvoir.

La situation était très tendue à Antsirabe, fief de Marc Ravalomanana. La population était en alerte après l'annonce de l'arrivée d'éléments « *perturbateurs* » en provenance d'Antananarivo. Le mécontentement se serait amplifié suite à la nomination du nouveau chef de région par le HAT. Les manifestants auraient réussi à capturer deux éléments du Capsat, qui auraient subi la vindicte populaire.

Avertissement lancé aux médias « légalistes » : le ministre de la Communication a lancé une mise en garde contre les stations qui, selon lui, « *véhiculent des fausses informations et ne respectent pas la déontologie* ». Et de citer comme exemple certaines stations d'Antsirabe qui « *incitent les auditeurs à déclencher une guerre civile, tout en leur apprenant à fabriquer des cocktails Molotov* ». « *Des mesures sévères seront prises à leur rencontre* », a-t-il lancé.

Le ministre s'explique sur la fermeture de TV Mada : « *C'était une station pirate car elle ne dispose d'aucune fréquence régulière. Par ailleurs, elle brouille les autres chaînes télévisées* ».

Le Chef d'Etat-major général de l'armée, le colonel André Ndriarijaona, a formellement démenti une scission au sein de l'armée. Toutefois, il a affirmé que d'anciens éléments de la garde présidentielle se sont ralliés au mouvement anti-HAT d'Ambohitovo. Ils n'ont pas rejoint leur corps d'origine et n'ont pas restitué leurs armes.

A Paris, le Ministre de l'éducation de la HAT s'est heurté aux militants du GTT venus empêcher la destitution du directeur « *légaliste* » du foyer des étudiants malgache Arago de Cachan. Les autorités françaises sur place ont fait comprendre au responsable HAT que seul

Ravalomanana est reconnu comme Président, et que par conséquent, sa doléance ne pouvait être considérée.

21 avril : les manifestants « légalistes » restent mobilisés malgré l'interdiction des rassemblements. Controverses sur les incidents survenus la veille. Blocage contesté des comptes du groupe Tiko et du couple Ravalomanana

Plusieurs milliers de partisans de Marc Ravalomanana se sont réunis à Antananarivo pour prier pour les 3 morts et les 20 personnes blessées des manifestations violentes de la veille. Sans débordement, la foule, moins nombreuse que les jours précédents, s'est recueillie devant le cercueil d'un « légaliste » tué par balle, bravant l'interdiction de rassemblement. L'ex-chef de l'Etat s'est exprimé par téléphone depuis la capitale du Botswana, siège de la Sadc, pour encourager ses partisans à poursuivre leur mouvement et présenter ses condoléances aux familles de victimes. Une veillée mortuaire a été organisée à Ambohitovo. Les manifestants ont donné une semaine à Andry Rajoelina pour quitter le pouvoir et ont rejeté les mesures d'interdiction de manifester prise à leur encontre. Les manifestants pro-Ravalomanana ont à leur tour décrété une interdiction de sortie du territoire pour Andry Rajoelina.

Controverses sur les incidents survenus la veille : le colonel Noël Rakotonandrasana, ministre de la Défense, a affirmé qu'il n'y a pas eu de blessés par balles. Le Premier ministre de la HAT a donné sa version des faits : « certains manifestants avaient des armes à feu. Ils ont tiré sur les forces de l'ordre. Faisant un mort et 15 blessés dans les rangs de ces derniers ». Il a déclaré que les « légalistes » « veulent faire venir des mercenaires pour les défendre ». Les autorités ont affirmé avoir des informations sur les responsables de ces débordements.

Un correspondant de la BBC a déclaré avoir vu de près au moins une personne se faire tirer dans le dos par des militaires. Plusieurs témoins, ainsi que des journalistes ont affirmé que les tirs mortels ont été le fait d'hommes armés passagers d'un 4x4 accompagnant un véhicule de la gendarmerie. Selon eux, ces civils armés donnaient aussi les directives aux forces de l'ordre.

Blocage des comptes bancaires des 9 sociétés du groupe Tiko et du couple Ravalomanana sur décision du ministre des Finances et du Budget. Les avocats ont fait appel, l'affaire doit être jugée en référés. Le 28 avril, La chambre administrative s'est déclarée incompétente sur la demande d'annulation de la décision de mise sous scellés de riz de Magro et la suspension à exécution et la réquisition par la HAT du riz et de la farine de Magro entreposés au port de Toamasina. Pour le blocage des comptes, le procès a été renvoyé au 8 mai.

La Transition suspend toutes les autorisations pour les rassemblements publics : un arrêté a été pris en ce sens par le Conseil des ministres de la HAT. Les mesures restrictives prises récemment par la mairie n'avaient pas été suivies d'effet. « Les forces de l'ordre auront le devoir de faire respecter cette décision », a-t-il été précisé. « La démocratie ne veut pas dire anarchie », a encore justifié le ministre de la Communication, qui a reproché aux organisateurs des manifestations pro-Ravalomanana « de ne pas maîtriser la foule ». Le Conseil des ministres a également procédé au remplacement du préfet de police d'Antananarivo, du commandant de la Gendarmerie nationale et du DG du Bianco [organe anti-corruption] qui avaient été nommés par le précédent régime.

La grève des employés de la BCM a repris. Selon leur porte-parole, le mouvement continuera jusqu'à ce qu'ils soient assurés que les intimidations, l'utilisation de la force et les

pressions auront pris fin. 200 des 600 employés de l'établissement seraient en grève, des réquisitions ont été décrétées par la direction.

Retour d'exil de Lalatiana Ravalolomanana : cette proche collaboratrice de Pierrot Rajaonarivelo, ancien vice-Premier ministre et ancien secrétaire national de l'Arema, est rentrée d'exil pour préparer le terrain du leader dont le retour était confirmé pour les prochains jours. Elle s'est montrée critique par rapport à la HAT.

Tension à Fianarantsoa avec le nouveau Pds : « *Pendant la Transition, les légalistes n'ont pas le droit de s'exprimer* » aurait déclaré Pety Rakotoniaina, Pds fraîchement installé par Andry Rajoelina. Une vingtaine de maires des communes rurales du secteur ont affirmé avoir été victimes de menaces de l'ex-détenu. Ce dernier soupçonne en effet ces élus de comploter contre lui. « *Le Pds ne permet pas la tenue des manifestations de ces parties contre le pouvoir actuel. Par contre, ils pourront s'exprimer quand le pouvoir sera effectivement mis en place* » a déclaré M. Rakotoniaina.

Les « légalistes » d'Antsirabe ont fait savoir qu'ils « protègent » leur ville. Un camion soupçonné de « *faire du trafic,* » a été intercepté par un barrage. Il transportait de l'huile, du sucre et du ciment.

Marc Ravalomanana a rencontré le Président sud africain à Pretoria. Le directeur général des Affaires étrangères a qualifié la rencontre de « *haute importance* ».

Trafics de bois précieux : des actions de sensibilisation dans la Sava. Le ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts a mobilisé à cet effet toutes les forces vives de la région. Il est prévu l'expulsion des intrus qui ont envahi par la force les parcs nationaux. Les intervenants sont à la recherche de solutions pour éradiquer l'exploitation illicite des bois précieux. L'objectif est de rendre effective la politique de lutte contre la pauvreté, en permettant à la population locale d'avoir des sources de revenus officielles.

32 conteneurs de bois de rose destinés à l'exportation sont restés à quai, au port de Vohémar, en dépit de l'autorisation d'exportation qui avait été délivrée par le précédent gouvernement.

Ambassadeur américain Niels Marquardt : « *la Présidentielle avant la fin de cette année* ». Selon lui, la communauté internationale exige du régime transitoire que l'élection présidentielle anticipée soit organisée avant la fin de cette année et une mission d'évaluation conjointe des Nations unies, de l'UA et de la Sadc va se rendre à Madagascar pour examiner la faisabilité de ce calendrier. L'ambassadeur aurait affirmé à *La Vérité* que Marc Ravalomanana n'avait pas été menacé par l'armée pour lui remettre sa lettre de démission. Il s'est prononcé en faveur d'une conférence nationale consensuelle, organisée par un organisme neutre, la société civile ou les « *Raiamandreny* », mais pas par le gouvernement de la Transition. La neutralité des Eglises a été déjà compromise après l'incident de l'Episcopat, a-t-il estimé. Le chef du gouvernement a rappelé « *la nécessité d'assurer au préalable la coordination de la confection des cartes d'identité nationale et la refonte du code électoral* ». L'objectif étant d'éviter la répétition des fraudes électorales, sources de problème au cours des différentes élections qui se sont succédées.

« L'effet miroir » titre Jeune Afrique : « *Rajoelina va-t-il connaître le même sort que Ravalomanana? Refus de dialogue, saisie des médias de l'« opposition », répression violente des manifestants. Les événements qui secouent Madagascar depuis qu'Andry Rajoelina la dirige*

rappellent ceux qui avaient poussé le président déchu Marc Ravalomanana à quitter le pouvoir et fuir le pays ».

Analyse de RFI : « Dans le camp des partisans du président évincé, deux tendances s'affrontent : d'un côté les colombes du Tim, le parti présidentiel, de l'autre, les affidés de Manandafy Rakotonirina nommé la semaine dernière Premier ministre par Ravalomanana. Certains seraient prêts à en découdre avec les forces de sécurité et les risques de guérilla urbaine ne sont pas à écarter.

« Manandafy Rakotonirina ne pèse pas sur l'échiquier politique, explique un observateur averti, en surfant sur la légalité, il peut profiter de l'agitation de la rue pour exister et capitaliser en vue des prochaines élections. » Pour l'heure, en tous cas, la Transition semble mal engagée et les facilitateurs espèrent toujours remettre autour de la table tous les acteurs impliqués dans les négociations suspendues il y a dix jours. Pratiquement toutes les parties se disent aujourd'hui prêtes à valider une convention élaborée pour gérer de façon consensuelle la Transition. L'équipe Rajoelina ne semble visiblement pas pressée de l'approuver ».

22 avril : journée marquée par l'hommage rendu aux victimes des violences du 20 avril

Les pro-Ravalomanana passent outre l'interdiction de manifester mais la foule présente sur la place de la Démocratie était moins nombreuse que les jours précédents et le rassemblement a été écourté en raison des funérailles des victimes. Aucun dispositif des forces de sécurité n'était visible, ce qui a été interprété par les « *légalistes* » comme une reculade du pouvoir mais Monja Roindefo a déclaré que la mesure d'interdiction de manifester avait été suspendue pour permettre à la population de rendre hommage à la victime, in brigadier de police, dont le cercueil était exposé.

Le « Collectif des avocats pour la défense de la légalité » condamne le transfert de pouvoir que Marc Ravalomanana a effectué au profit d'un directoire militaire. Selon eux, cette procédure n'est pas autorisée par la Constitution qui limite la saisine de la HCC aux seuls chefs d'institution et aux seuls parlementaires. Selon les juristes, la HCC avait le devoir de la refuser. Le collectif demande ainsi que la HCC confirme et reconnaisse la conservation des pleins pouvoirs à Marc Ravalomanana.

Le président national de l'Avi, Norbert Lala Ratsirahonana, a déclaré qu'il se retirera de la scène politique après la Transition. Et d'ajouter : « *je soutiens le régime de Transition car à mon avis, Andry Rajoelina est la dernière chance pour Madagascar pour envisager l'instauration d'une démocratie réelle* ». Son domicile a été attaqué dans la nuit par des individus armés. Des échanges de tirs ont été entendus.

Vente problématique de l'avion présidentiel « Air Force one II » : aucun acquéreur ne se serait montré intéressé. L'achat de cet aéronef est considéré comme à haut risque et tout repreneur n'est pas à l'abri de poursuites judiciaires internationales.

Dans un communiqué, Marc Ravalomanana a rejeté toute possibilité de partage du pouvoir avec Andry Rajoelina et les membres de HAT. « *Ils ont violé la loi et ont effectué un coup d'État qui a été condamné par toute la communauté internationale* ». Il a noté que ce sera aux tribunaux de se prononcer sur les conséquences de leurs actions. « *Ce n'est pas mon travail mais je soutiendrai la décision d'un pouvoir judiciaire indépendant, une fois l'état de droit rétabli* ». Il a réitéré son intention de « *travailler avec tous les partis qui respectent la Constitution et la primauté du droit* ». Tous ceux qui soutiennent la démocratie et la paix auront une voix dans la construction d'un nouveau gouvernement inclusif, a-t-il poursuivi.

L'ambassadeur Jean Marc Châtaigner déclare que la France souhaite un retour à l'ordre constitutionnel par l'organisation rapide d'élections transparentes. Il a affirmé être confiant de la médiation effectuée par les émissaires des Nations unies et de l'UA.

« Une mission diplomatique de haut niveau quitte le Swaziland pour Madagascar » a affirmé le ministre swazi Lutfu Dlamini. *« Nous impliquons toutes les parties concernées (dans les discussions) et il serait faux de dire que la Sadc utilisera l'armée pour chasser Rajoelina, mais nous voulons qu'il restitue le pouvoir au président légitime »*. Le Swaziland préside actuellement la « Troïka », organe de sécurité de la Sadc. Le gouvernement de la Transition a affirmé ne pas être au courant de la venue de cette délégation.

Madagascar toujours régi par la Sadc : malgré la décision de suspension qui été prise et la déclaration de retrait d'Andry Rajoelina, le préavis imposé est d'un an. Madagascar est donc encore régi par le statut du bloc économique régional jusqu'à l'expiration de ce délai.

Andry Rajoelina invité par l'Onu à une conférence sur la Somalie : selon *La Gazette*, la lettre a été remise à l'ambassadeur de Madagascar auprès des Nations unies. Cette conférence ministérielle des donateurs devait se tenir à Bruxelles. Le président de la HAT a décliné l'invitation.

23 avril : guérilla urbaine contre les éléments des forces de l'ordre et violente répression qui fait craindre une radicalisation de la violence politique

Les forces de l'ordre ont eu recours à des tirs de sommation pour disperser une marche de plusieurs centaines de partisans de Marc Ravalomanana. 5 camions de police et de gendarmerie avaient bloqué l'accès de la place de la Démocratie. Les manifestants ont alors formé un cortège et commencé à marcher dans le centre d'Antananarivo. Des barricades ont été installées dans les rues du centre-ville et des voitures incendiées. Des manifestants ont été pourchassés par des militaires du Capsat dans les rues environnantes, 28 d'entre eux ont été interpellés. Il y aurait eu au moins 1 mort. 41 blessés ont été recensés à l'hôpital HJRA, dont plusieurs touchés par balle à la tête. Un policier serait grièvement blessé, et son arme aurait été dérobée. Les militaires se sont positionnés autour de l'hôpital HJRA pour en contrôler les mouvements. Un groupe d'avocats s'est constitué pour défendre les blessés. Un porte-parole du Tim a par ailleurs affirmé que 4 parlementaires « *légalistes* » avaient été interpellés dans la journée en marge du rassemblement. Ils ont été arrêtés « *pour avoir distribué de l'argent* » et ont été immédiatement placés en détention provisoire au siège du Bianco. Le Premier ministre Manandafy Rakotonirina est intervenu à la radio pour demander aux militaires de libérer « *les députés, les sénateurs qu'ils ont arrêtés* », ainsi que les femmes « *qu'ils ont pris en otage* ». Le membre de la HAT Julien Reboza a échappé de peu au pire tandis que son garde du corps a été victime d'un lynchage.

La Croix rouge justifie sa « défaillance » lors des émeutes : le président de la Croix rouge malgache a expliqué que « *les conditions nécessaires pour un bon fonctionnement de notre devoir de volontaire ne sont pas réunies. Les sites d'affrontement éparpillés ont rendu notre travail difficile et notre absence à Anosy a été expliquée par le fait que ce lieu, a été tout près des hôpitaux* ».

Mise au point du Bianco suite à la mise en détention provisoire des parlementaires interpellés : dans un communiqué il a déclaré : « *suite aux accusations d'arrestations et de séquestrations abusives dont le bureau fait l'objet, ce dernier tient à préciser qu'il ne s'est jamais départi de son unique mission qui est de combattre la corruption. Ces attributions continuent d'être*

mises en œuvre dans le strict respect des textes en vigueur, des principes d'impartialité et de neutralité et le respect des droits humains ».

Tentative d'enlèvement de Mialy Rajoelina : la HAT a affirmé qu'une tentative d'enlèvement de l'épouse d'Andry Rajoelina avait eu lieu à l'aéroport d'Ivato lors de son départ pour la France avec ses enfants. Le ministre de la Sécurité intérieure a évoqué cette affaire dans des termes assez imprécis. Il a évoqué la présence sur les lieux d'un ancien élément de la garde présidentielle démobilisé et ayant l'intention d'embarquer sur le même vol. Le porte-parole du Tim a réfuté toute relation entre la tentative d'enlèvement de Mialy Rajoelina et le discours tenu à Ambohitavo promettant de répondre par des raptus à tout enlèvement de dirigeants du mouvement pro-Ravalomanana.

A son arrivée à Paris, un comité d'accueil « *anti-coup d'Etat* » est venu « *accueillir* » Mialy Rajoelina à l'aéroport.

Pourquoi craint-on le retour de Pierrot Rajaonarivelo ? « *Pierrot Rajaonarivelo ne vient pas pour créer des troubles, mais pour apporter son appui à l'aboutissement de la lutte populaire* ». C'est ce qu'a déclaré son épouse au cours d'un point de presse. Elle ne comprend pas « *les réticences de certains* » au retour de son mari. D'ailleurs, rapporte-t-elle, « *par courtoisie, le Président de la HAT en a été informé par écrit. Et jusqu'à présent, aucun refus n'a été officiellement signifié* ». Une manière pour Renée Rajaonarivelo de dire que le silence du régime de Transition vaut acceptation pour ses proches qui se sont attelés aux préparatifs de l'accueil de l'ancien vice-PM, annoncé pour ce samedi 25 avril.

Dans un communiqué, la HAT a demandé aux exilés d'attendre jusqu'à la Conférence nationale du 26 juin avant de rentrer : « *Il est indispensable que cette échéance ait lieu préalablement pour garantir leur retour serein et durable. Les exilés ayant déjà annoncé leur retour devront attendre et se conformer à cette échéance* ». Selon une source proche de la HAT, l'arrivée de Pierrot Rajaonarivelo serait perçue comme un « *acte de déstabilisation* ». Andry Rajoelina aurait demandé à ce dernier de repousser son arrivée. Rajaonarivelo a été le premier opposant à qualifier la prise de pouvoir de Rajoelina de « *coup d'Etat* ». Lors de la publication de ce communiqué, Pierrot Rajaonarivelo se trouvait déjà à La Réunion.

Des bois précieux et des voitures saisis : des éléments de la commission nationale mixte d'enquête ont mis la main sur 228 planches en bois de rose et 500 parquets en palissandre à l'intérieur d'une villa louée par le fils de l'ancien président.

Madagascar-UE : dialogue politique reporté. Ce report sine die risque de prolonger la situation de « *mise en attente* » des nouveaux projets malgaches financés par la Commission Européenne. Madagascar est désormais sous la coupe de l'article 96 de l'accord de Cotonou qui intervient lorsqu'une partie considère que l'autre manque à une obligation découlant du respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit. Les tenants du pouvoir sont invités à des consultations portant sur les mesures prises ou à prendre afin de remédier à la situation. Une mission qui s'avère extrêmement difficile pour le régime transitoire dans le contexte de violence actuel.

Sobika : « *Mêmes erreurs...Même solution ? La résolution de cette crise existe, elle tient en un seul mot : CONCESSION ! Ce qui avait perdu Marc Ravalomanana, c'était son aisance à prendre des mesures impopulaires. Il semblerait que la HAT a décidé de prendre le même chemin ! Sévère répression militaire des manifestations "légalistes" avec morts et blessés par balles, fermeture des médias publics à l'opposition, interdiction de manifester... Les réactions sont immédiates : durcissement et radicalisation des manifestations "légalistes", condamnation du retour de la censure*

par RSF, et surtout une impopularité grandissante dans la capitale. Même l'épouse de Andry Rajoelina a fait les frais d'un comité d'accueil "enfariné" à Roissy, ce qui montre à quel point les malgaches sont profondément divisés. Ce serait une erreur de croire, que des "mesures par la force" selon la HAT ou "mesures de terreur" pour les autres suffiront à museler et éteindre ces divisions car elles sont bien trop profondes. Nous ne serons pas très original, mais nous allons réitérer ce que nous avons toujours dit depuis le début même de la crise malgache. La résolution de cette crise existe, elle tient en un seul mot : CONCESSION ! Que vous soyez pro Tgv ou pro Ravalomanana ou pro autre chose, la paix, la réconciliation et la cicatrisation de la société malgache ne viendront que si vous tous, gouvernants, sympathisant et opposants vous faites un geste de bonne volonté envers l'autre. Si ce geste, qui sera votre concession, ne vient pas, alors les plaies de cette crise ne cicatriseront jamais et la sérénité nécessaire au développement du pays ne pourra pas être possible. Il ne faut pas sous estimer la psychologie de la société malgache. Elle est de nature pacifique, mais elle n'oublie jamais si le pardon ou le mea culpa ne vient pas ».

24 avril : poursuite des violences urbaines, « grand déballage » des « malversations » de l'ancien régime, attente fébrile du retour de Pierrot Rajaonarivelo

Deux morts dans de nouveaux affrontements : pour le seconde journée consécutive, 2 personnes ont été tuées et une dizaine d'autres blessées dans des violences en marge d'une manifestation de partisans de Marc Ravalomanana, interdite par le nouveau pouvoir. Le ministre des forces armées de la HAT avait déclaré qu'il ne laisserait pas les manifestants « légalistes » entrer à Ambohitovo. Une « grande marche » pour l'installation du Premier ministre Manandafy Rakotonirina au palais de Mahazoarivo a été violemment réprimé par les forces de l'ordre et les manifestants poursuivis dans les quartiers. Selon *La Vérité*, cette marche avait pour objectif d'empêcher la tenue du « grand déballage ». Les femmes « légalistes » ont effectué un sit-in en limite de la « zone rouge » du camp de la gendarmerie de Mahazoarivo. Une des victimes, une femme, a été tuée d'une balle perdue dans la tête en bordure de la place de la Démocratie.

Les 4 députés « légalistes » capturés par les militaires ont été transférés à la maison de force de Tsiafahy. Le Premier ministre Monja Roindefo a affirmé que ces 4 députés étaient complices de meurtre lors des manifestations.

Séance de « déballage » au siège de la Primature pour révéler au grand jour les « malversations, abus et vols perpétrés par l'ancien régime » : une séance de 3 h 30 pour « coincer » l'ancien chef de l'Etat et « clouer le bec » à ceux qui se déclarent « légalistes ». Le gouvernement de Transition n'a pas fait dans la dentelle. Tous les ministres ont défilé pour fustiger l'ancien président. De nouveaux dossiers ont été révélés à l'occasion. Il a notamment été question de l'acquisition de terrains militaires ou domaniaux sans passer par la procédure légale, au profit du groupe Tiko ou de la famille présidentielle. L'affaire de la ferme d'autruche qui est aujourd'hui entre les mains de la Cour de cassation, ou le minoterie du port de Toamasina, jusqu'à la faillite de la compagnie Air Madagascar, les « obscurités » de la construction de l'hôtel 5 étoiles prévu pour accueillir de Sommet de l'UA ont aussi été évoqués. Autre point abordé : le fait que toutes les administrations ont connu une forte politisation à tous les niveaux : népotisme et copinage lors des recrutements, des avancements, et dans l'attribution des bourses d'études extérieures en ce qui concerne le ministère de l'Enseignement supérieur.

Dans un communiqué, Marc Ravalomanana a réfuté en bloc les accusations de la HAT et s'est dit prêt à y répondre.

Commentaire de Sobika : « La HAT a décidé de répondre aux légalistes par un ampamaoka [déballage] sur des malversations commises sous la présidence Ravalomanana. L'objectif est il de

faire douter les légalistes ? On ne prêche pas devant des convaincus. La fameuse "majorité silencieuse" sera-t-elle sensible à ces révélations ? Pour convaincre quelqu'un, il faut paraître aux yeux de ce quelqu'un comme "irréprochable". Or, la HAT est-elle irréprochable dans l'esprit de la majorité silencieuse ? Pas forcément surtout sur ces combats du début qui ont été mis de côté : démocratie et liberté d'expression. La répression militaire a sérieusement mis à mal l'image de la HAT. Pourtant, il y a certainement du vrai dans les révélations de la HAT et cela permet de révéler ce que tout le monde sentait déjà. Mais la stratégie de l'ampamaoka est aussi une stratégie à effet boomerang. L'autre camp prépare déjà son ampamaoka et ces derniers jours, la HAT lui a grandement facilité la tâche ».

Retour maintenu de Pierrot Rajaonarivelo : il a rejeté la recommandation du gouvernement demandant aux exilés politiques d'attendre la résolution de la Conférence nationale pour rentrer au pays.

Transition et suspension du Parlement : la HCC revirement de la HCC qui se déclare incompétente. La décision a été analysée comme un revirement et une fin de non-recevoir pour les partisans de l'ancien chef de l'Etat. Elle met fin à une voie légale que ceux-ci avaient empruntée pour le retour au pouvoir de Marc Ravalomanana. Cette position devrait permettre d'éviter l'apparition d'un nouveau foyer de tension à l'occasion de la rentrée parlementaire de début mai.

Les radio Mada et Fahazavana n'émettent plus : des camions des forces de l'ordre se sont rendus au siège des stations pour enlever des matériels. Celles-ci avaient déjà fait l'objet de la même opération il y a une semaine. 30 mn avant la fermeture, Marc Ravalomanana était intervenu par téléphone sur radio *Fahazavana*.

RNM et TVM seront rétablies avant la Fête Nationale du 26 juin : un nouvel édifice pour la Radio nationale devra être construit en raison de l'impossibilité de restaurer le bâtiment incendié durant les émeutes de janvier.

Sobika : « *Cessez les tueries... C'est une question d'Humanité ! 2 morts et une dizaine de blessés encore -par balles ! Les photos de la jeune femme décédée d'une balle dans la tête font le tour du web. Même dans les pires cauchemars, même dans les pires films d'horreurs, ce genre de photo pourtant réelle, est inimaginable et surtout inacceptable. [...] Nous espérons que les auteurs et responsables politiques les ont vu pour prendre conscience de la barbarie qui sévit actuellement. [...] Comment peut-on tuer un étudiant de 22 ans dans un tir de dispersion ? Comment un tir de sommation en l'air peut se retrouver comme par hasard en pleine tête d'une victime innocente ? Ce n'est pas une balle perdue, c'est impossible, ce sont de vraies victimes choisies au hasard par son bourreau d'un jour. [...] Les tirs de sommations sont devenus des tirs de chasse à cour ! [...] Non au "Licence to kill" car c'est bien là le problème. Les militaires ont un permis de tuer alors ils s'en servent ! [...] Des militaires en 4x4 ont ouvert le feu directement sur des manifestants qui montaient un barrage. Bilan 2 blessés par balles dont un enfant de 16 entre la vie et la mort ! A-t-on besoin de vouloir délibérément tuer pour enlever un barrage ? Ces éléments ont-ils toute impunité et un permis de tuer à volonté ! Ce n'est plus une mission de sécurisation des citoyens à laquelle on assiste ! Nous avons largement condamné le « black Monday », et c'est pareil aujourd'hui. Aucune mort ne peut être justifiée. Ce n'est pas une question de politique. Ce n'est pas une question d'idéologie. C'est une question d'humanité ! Madagascar sombre dans la sauvagerie la plus primitive, on ne peut pas accepter cela ».*

.25 & 26 avril : retour discret de Pierrot Rajaonarivelo mais une nouvelle donne politique pourrait se dessiner

Pierrot Rajaonarivelo de retour après un exil de 7 ans avec une délégation de 11 personnes, dont 3 avocats : l'ancien Vice-premier ministre, figure historique du régime de l'ancien



président en exil Didier Ratsiraka (1975-1993 et 1997-2002), secrétaire général de l'Arema, est la première personnalité exilée de tout premier plan à revenir à Madagascar depuis la chute du régime Ravalomanana. « *Je veux qu'on puisse cimenter l'unité nationale. [...] Les problèmes d'aujourd'hui sont les séquelles d'une période beaucoup plus lointaine, de*

2002. Il convient, dans le processus de réconciliation nationale, de trouver les solutions de manière concertée, qu'il n'y ait pas d'exclusion », a-t-il déclaré. Pierrot Rajaonarivelo a félicité le président de la HAT, d'avoir accompli une importante mission pour la nation. « *Nous allons nous pencher sur la manière avec laquelle une collaboration doit être établie dans la mise en place des structures en vue de la 4^{ème} République* », a-t-il soutenu, en espérant une amnistie générale, suite aux événements de 2002. La fête prévue pour son retour a été annulée. Les autorités avaient fait savoir qu'elles n'autorisaient pas cette manifestation. Beaucoup lui prêtent l'ambition, pour s'en inquiéter ou s'en réjouir, de jouer le rôle de troisième homme entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. Un retour qui va une nouvelle fois bouleverser les équilibres déjà précaires. Andry Rajoelina n'est pas dupe. Pierrot Rajaonarivelo ne vient pas pour l'aider et assurer son apprentissage de chef d'Etat. Quelques semaines plus tôt, l'exilé avait qualifié de « *coup d'Etat* » l'arrivée au pouvoir d'Andry Tgv. « *Je soutiens Rajoelina, nous nous sommes rencontrés* », avait-il déclaré. « *Nous avons une sorte de deal et je suis parmi les gens qui sont derrière lui, mais je pense que dans ses actions, il y a un peu d'amateurisme* ». Pour certains observateurs, l'ancien exilé devrait d'abord rester en retrait pour accéder plus tard à la fonction suprême. L'ex vice-PM a été condamné par contumace à 5 ans de prison fermes en 2003 pour usurpation de fonction et détournement de fonds (177,7 milliards de dollars de « *Bons de trésors* ». selon la presse), et à 15 ans de travaux forcés en 2006.

Maharante Jean de Dieu, ancien gouverneur de l'ex-province autonome de Toliara et Rasoza Charles, ancien ministre de l'Energie et des Mines, faisaient également partie des exilés qui rentrés au pays avec Pierrot Rajaonarivelo.

Les quatre parlementaires du Vakinankaratra [Région d'Antsirabe] arrêtés ont été placés sous mandat de dépôt, en attendant une enquête sur le fond. Les résultats seront communiqués au Bianco. Trois ont été emmenés directement à la prison d'Antanimora, le quatrième a été transféré à l'hôpital. Ils sont inculpés d'« *incitation aux troubles par distribution d'argent aux manifestants* ». 9 manifestants pro-Ravalomanana ont également été placés sous mandat de dépôt à la prison d'Antanimora. L'Union interparlementaire (UIP) a fortement condamné « *l'arrestation arbitraire des parlementaires élus démocratiquement* », selon le Tim Europe.

Antsirabe, l'autre résistance : la ville connaît aussi des rassemblements « *légalistes* » importants et quotidiens. La HAT n'a réussi à imposer aucune des personnes qu'elle a nommée dans cette région : directeurs régionaux de l'éducation, de la santé ou chefs de circonscriptions scolaires, tout le monde a été « *dégagé* » de manière pacifique par la foule. Les responsables du mouvement estiment qu'Antsirabe est à 80% « *légaliste* ». Les usines Tiko faisaient vivre des milliers de familles. Les chaînes de production sont à l'arrêt et la totalité du personnel au chômage. Les camions de livraison ont été brûlés et les stocks de produits laitiers pillés. Les pro-Ravalomanana redoutaient que la radio *Mada* du Vakinankaratra ne soit-elle aussi fermée, comme ce fut le cas à Antananarivo.

Marc Ravalomanana condamne les violences et appelle la communauté internationale à réagir : dans un nouveau communiqué, il a dénoncé « les atteintes aux droits de l'homme » perpétrées ces derniers jours par les militaires du Capsat. « J'appelle tous ceux qui protègent Madagascar à poursuivre dans le calme les revendications pour le respect des droits de l'Homme face à toutes ces violences. Les droits du peuple de doivent pas être bafoués ».

Manifestations anti-Tgv à l'étranger : les « Comités de défense de la Démocratie de Madagascar » ont publié un communiqué dans lequel ils dénoncent « le génocide et les crimes contre l'humanité actuels de Andry Rajoelina et consorts ». Le « Collectif pour Madagascar » de La Réunion a organisé une manifestation pour « dénoncer le régime de terreur mis en place par Andry Tgv et la répression dont est victime le peuple malgache ». Le « Collectif malgache pour la légalité » de Strasbourg a manifesté pour dire « non au putsch à Madagascar ». A Pretoria, des opposants au nouvel ambassadeur nommé par la HAT ont manifesté devant les locaux de l'ambassade et au consulat de Johannesburg des Tgvistes auraient tenté de s'introduire dans les locaux où ils supposaient que Marc Ravalomanana se trouvait.

La Sadc revoit sa copie : une délégation de la Sadc a été reçue par Ny Hasina Andriamanjato. Annoncé pour tenter de convaincre les autorités de Transition de « restituer le pouvoir » à Marc Ravalomanana, la mission, composée de cinq Swazis et d'un Mozambicain, aurait tenu un autre langage face au ministre, si l'on se réfère à sa déclaration : « Les membres de la délégation de la Sadc sont venus me voir pour deux choses. Ils ont confirmé que la Sadc n'a pas du tout l'intention d'envoyer une armée à Madagascar. Mes collaborateurs ont tous entendu. Ensuite ils ont demandé dans quel domaine et de quelle façon la Sadc peut aider la Transition. Le soutien peut-être matériel, financier ou en ressources humaines ».

L'OIF maintient la suspension de Madagascar : son Conseil permanent a déclaré : « Les représentants des chefs d'Etat et de gouvernement ont maintenu les mesures de suspension prises le 2 avril 2009 compte tenu des incertitudes persistantes qui caractérisent la situation dans ce pays ».

Andry Rajoelina : manipulé ou débordé ? Pour *TopMada*, depuis le début du « mouvement orange », beaucoup se pose cette question. L'évolution des faits au sein même de la HAT et de l'entourage d'Andry Rajoelina tendrait à confirmer cette thèse. « Est-il en train de se rendre compte de l'énorme différence entre "l'animation" de quelques milliers de personnes sur la place du 13-Mai et la gouvernance d'un pays de 20 millions d'habitants ? », s'interroge le rédacteur de l'article, qui constaterait que « l'animateur Andry Rajoelina commence à s'effacer au profit des politiciens « présidentiables. A moins qu'il ne soit écarté purement et simplement de la scène politique, Andry Tgv donne l'impression d'avoir laissé le champ libre aux politiciens qui l'entourent. [...] Ses premières promesses, gênantes pour beaucoup de ses compagnons de lutte, sont maintenant rangées aux oubliettes : celles de la démocratie et de la liberté d'expression, entre autres »

27 avril : intrusion des militaires à la HCC pour des motifs confus. La volonté de mettre la pression sur la plus haute juridiction du pays n'est pas écartée par les observateurs. La bataille diplomatique, nouveau champ d'affrontement

La place de la Démocratie a été quadrillée par l'armée, empêchant le rassemblement des « légalistes », qui ont tenté d'ériger des barrages dans plusieurs quartiers. 21 personnes accusées de dégradations et de barrages ont été condamnées à 6 mois de prison avec sursis. Un blindé utilisé pour l'assaut du palais présidentiel le mois dernier a été incendié dans un camp de la gendarmerie. Les autorités ont parlé d'un attentat au cocktail Molotov, tandis qu'une source proche de l'armée évoquait un conflit interne autour des « indemnités » dues aux militaires. Des cocktails Molotov ont été lancés au domicile du ministre de la Sécurité

Intérieure, Rakotomihantarizaka Organès. Le mouvement des « *légalistes* » a lancé un appel à la résistance passive des fonctionnaires et à la reprise des manifestations sur la place de la Démocratie qui leur est désormais interdite.

Quatre membres de la sécurité de la HCC ont été arrêtés. Ils ont été accusés d'avoir tenté de décrédibiliser la HAT en ouvrant le feu la semaine précédente sur des manifestants de leur propre camp, faisant au moins 4 morts. Des militaires armés ont investi les locaux pour procéder à leur interpellation. Selon des témoignages concordants, les personnes ont été tabassées et des tirs entre militaires ont été entendus. Des kalachnikovs, des pistolets, des grenades offensives et des munitions ont été saisis et montrés à la presse. Selon *La Vérité*, cet arsenal proviendrait de l'ancienne garde présidentielle. «*Ce sont des milices, des militaires de l'autre camp qui sèment la terreur à bord de leurs 4x4, a expliqué une source anonyme proche de la HAT. Soi-disant, ce sont les militaires qui sèment la terreur. En fait, ce sont eux*». L'une des 4 personnes arrêtées, Ralitera Randriandrany, est directeur de la sécurité de la HCC et conjoint d'Ihanta Randriamandranto, animatrice du «*mouvement des femmes légalistes*». Des documents et des armes ont été récupérés à son domicile. Selon un employé de la Haute Cour, aucun des 9 hauts conseillers ne se trouvait sur place, et aucun document n'a été saisi. Les militaires ont affirmé qu'ils n'étaient pas venus pour mettre la pression sur la plus haute juridiction du pays, version contestée par des journalistes présents sur place.

[*Rappel : Le 18 mars, la HCC avait reconnu la validité des deux ordonnances qui avaient transféré, la veille, le pouvoir de Marc Ravalomanana à un directoire, puis à Andry Rajoelina. Le 24 avril, elle s'était déclarée incompétente à statuer sur des requêtes déposées par un collectif de députés qui contestaient la mise en place de la HAT et la dissolution du Parlement. Pour les analystes, il y a contradiction flagrante entre la position de la HCC du 18 mars et sa position du 23 avril. Il est vrai que les circonstances ont évolué en un mois et sans doute que la pression sur la HCC était trop forte au mois de mars ; peut-être a-t-elle retrouvé un peu plus de sérénité*].

Selon RFI, «*en entretenant ainsi la violence, les militaires décrédibiliseraient la HAT. Le scénario est alambiqué mais il traduit bien l'incertitude et la confusion qui règne actuellement à Antananarivo. Dans un pays où des alliances politiques se font et se défont, les adversaires d'aujourd'hui étaient les associés d'hier. Les équilibres sont donc instables et voir les forces de l'ordre s'affronter entre elles contribue particulièrement à inquiéter la population* ».

Commentaire d'Alain Rajaonarivony (blog) : «*Le nouveau régime a réussi en quelques semaines à faire regretter un Président honni pour ses dérivés. Mais on est passé d'abus économiques et de délires mégalomaniaques à des assassinats au quotidien. Ces pauvres gens n'avaient commis d'autre péché que d'être présents dans la rue ou d'exercer leur liberté d'opinion. Andry Rajoelina devra assumer les attaques du Capsat envers les citoyens dont il était, il y a peu encore, le Maire adulé. [...] Tenir le verbe haut face à une population traumatisée relève de l'inconscience. Toute la capitale a remarqué que les éléments du Capsat qui se comportent comme des bourreaux sont des Côtiers du Sud. Les Tananariviens ont le sentiment d'être agressés chez eux par des «étrangers» qui ne témoignent d'aucune compréhension. La haine envers le Capsat et leurs donneurs d'ordres est en train de prendre des proportions qui pourraient être fatales à la HAT* ».

Tension à Antsirabe : la place de l'indépendance a été mise sous contrôle des forces armées par le nouveau chef de région du Vakinankaratra, qui a fait appel à des renforts de la capitale. La manifestation des « *légalistes* » n'a pas pu s'y tenir. Une tentative d'arrestation de leaders « *légalistes* » et d'élus communaux aurait échoué. Des coups de semonces et des grenades lacrymogènes ont été utilisés pour disperser les rassemblements. Une dizaine d'arrestations auraient été opérées.

Le collectif des parlementaires Tim exige la libération immédiate et sans conditions des 4 parlementaires arrêtés. «*Au regard de la loi, les parlementaires conservent leur immunité. Ils n'ont pas été suspendus*», a déclaré leur porte-parole. Ils se considèrent être pleinement en exercice de leur mandat.

Un comité électoral indépendant devrait être institué : la HAT a prévu de mettre sur pied un comité national électoral indépendant au mois d'octobre, quelques jours avant la tenue du référendum.

Un « grand déballage » des « malversations » du régime Ravalomanana dans chaque région : suite au « déballage » national qui s'est déroulé au palais du Premier ministre à Mahazoarivo, place maintenant aux déballages régionaux.

Des invitations en signe de reconnaissance ? Ny Hasina Andriamanjato s'est rendu à Addis-Abeba, au siège de l'UA, pour une réunion du Groupe de contact sur Madagascar, où, a-t-on appris le lendemain, il devait retrouver Marc Ravalomanana et le président du Sénat. Andry Rajoelina a été invité officiellement à l'Onu pour participer à la Conférence sur la Crise Economique et financière mondiale au siège de l'Organisation à New York début juin. Ban Ki-Moon l'avait déjà sollicité pour une conférence interministérielle sur la Somalie, à Bruxelles, il y a une semaine. Enfin, une forte délégation des Emirats Arabes Unis sera reçue par la HAT le 29 avril. Commentaire de Sobika : « *On nage donc dans un imbroglio diplomatique entre ceux qui reconnaissent mais sans reconnaître, entre les ambassadeurs HAT et les ambassadeurs "légalistes", et c'est peut être un nouveau champ d'affrontement que celui de la bataille diplomatique* ».

La Norvège envoie une délégation d'évaluation à Madagascar. Elle sera chargée de statuer sur la conduite à mener pour l'avenir. « *Profondément préoccupée,* » elle compte rencontrer tous les protagonistes de la crise et entend aider à la réconciliation nationale ».

28 avril : arrestations et accalmie : simple coïncidence ? Manandafy Rakotonirina commence à former son « gouvernement ». La diplomatie suspendue à la réunion prochaine du Groupe de contact sur Madagascar à Addis-Abeba

La journée a été un peu calme que d'habitude, pour la ville d'Antananarivo et d'Antsirabe, même si la peur continuait de planer sur la capitale. Certains observateurs établissent un lien entre ce calme apparent et les arrestations ces derniers jours de parlementaires et d'agents de sécurité de la HCC.



Manandafy Rakotonirina a donné une première liste plutôt technique de 7 membres de son gouvernement « légaliste ». Le ministre de l'Intérieur de l'ancien gouvernement Rabemananjara, Tsehoarisoa Rabenja, reprend son département. Le président du Syndicat des magistrats, Désiré Randrianarivelo, prend place à la tête du ministère de la Justice. L'ancienne directrice de cabinet de l'ancien Premier ministre Jacques Sylla, Elyett Rasendrasirofo, est promue chef de la diplomatie. Le « *Premier ministre* » de Marc Ravalomanana était encore sans bureau. Il va s'occuper personnellement des questions relatives à l'armée, dont le revirement avait été fatal à l'ancien président. « *Il a une armée, elle va se manifester. Il y aura de hauts dirigeants de l'armée pour constituer le cabinet et ensuite ce sera en cascade. [...] Ce cabinet sera formé par des militaires qui ne sont pas n'importe qui au sein de l'Armée* », a-t-il annoncé, avant d'indiquer : « *On va former une armée moderne et non une armée de*

libération ou une armée du Moyen Age où des sous-officiers se permettent de destituer un Cemgam ». La ministre des Affaires étrangères va rejoindre Addis-Abeba, où va se tenir la réunion du Groupe de contact sur Madagascar.

Ambohitatovo : les « légalistes » promettent de revenir. « Nous tenterons toujours de revenir à Ambohitatovo pour nous rassembler », a déclaré Constant Raveloson, porte-parole de Manandafy Rakotonirina. « Il nous faut un lieu pour transmettre aux manifestants les informations nécessaires », a-t-il avancé.

Saisie d'armes et arrestations à la HCC : son président, Jean-Michel Rajaonarivony, qui n'a pas assisté aux arrestations, a déclaré qu'il n'avait rien à reprocher à son directeur de la sécurité, lequel était libre de ses opinions. Il souhaite que dans cette affaire « la justice et la vérité ainsi que la démocratie soient respectées ». Ralitera Andrianandraina est accusé d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État. Il pourrait avoir à répondre à l'accusation d'attaque à main armée. Cette charge a un lien avec la mort d'une dizaine de personnes, dont des manifestants, mais également des policiers et de simples passants.

Le Cemgam a tenu à répondre aux accusations lancées contre les forces de l'ordre par les dirigeants des manifestations pro-Ravalomanana. Ces derniers les tiennent pour responsables du décès d'une dizaine de personnes durant les opérations de dispersion des rassemblements. Le colonel André Ndriarijaona a justifié l'intervention des forces de l'ordre depuis une semaine. « Si cela est resté au stade de simples expressions, nous n'en serions pas là. Mais des individus vont jusqu'à incendier et détruire des biens publics », a-t-il souligné. Son intervention au lendemain de l'arrestation de 4 membres de la sécurité de la HCC s'apparente à une volonté d'attirer l'attention de l'opinion sur un éventuel lien entre la saisie d'armes et les tirs mortels. Il a néanmoins promis « qu'une fois l'enquête bouclée, il présentera au public les preuves » de l'absence de responsabilité des forces armées dans ces décès.

Fusillade d'Ambohitsorohitra du 7 février : à la recherche du général Raelina. D'après le Cemgam, le colonel Ndriarijaona, la Commission Nationale Mixte d'Enquête est à la recherche du général Raelina et de ses collaborateurs ». Directeur de la sécurité présidentielle, le général Raelina est considéré comme le principal responsable de la tuerie d'Ambohitsorohitra. Il en va de même pour les anciens gardes présidentiels qui restent introuvables. Des actions ont été lancées pour retrouver les déserteurs et regrouper les armes en circulation.

Riz réquisitionné : près de 4. 000 tonnes de riz et 600 sacs de farine ont déjà été réquisitionnés par l'Etat au port de Toamasina, selon les avocats du groupe Tiko, qui mettent en avant la déclaration d'incompétence du tribunal administratif concernant cette réquisition. Il resterait encore près de 30.000 tonnes de riz importé appartenant à Tiko dans les hangars du port.

Deux présidents, deux sites web : Depuis la prise de pouvoir par Andry Rajoelina, le site web de la présidence de la République de Madagascar, www.madagascar-presidency.gov.mg, est devenu le site de communication de la HAT. Pour sa part, Marc Ravalomanana, vient de mettre au point un autre site web de la présidence, www.madagascar-presidency.info, avec l'armoirie et les devises de la République de Madagascar.

29 avril : nouvelle escalade dans le bras de fer politique - le « Premier ministre » Manandafy Rakotonirina nommé par Marc Ravalomanana arrêté.

La HAT a-t-elle autorité sur ceux-la même qui ont conduit Andry Rajoelina au pouvoir ?

Arrestation de Manandafy Rakotonirina et de l'animatrice des femmes « légalistes » : une vingtaine de soldats armés et certains cagoulés, appartenant à la « *Commission nationale mixte d'enquête* », ont pénétré dans l'hôtel Carlton au centre-ville d'Antananarivo où le « *Premier ministre* » « *légaliste* » a établi son QG, faute de pouvoir s'installer dans les locaux historiques qu'il convoitait depuis sa nomination. Le commando était dirigé par des officiers du Capsat déjà impliqués dans le départ de Marc Ravalomanana, et qui ont passé une heure à fouiller l'hôtel avant de trouver M. Rakotonirina caché dans des toilettes. Des responsables de l'hôtel ont indiqué que les militaires disposaient d'un mandat d'arrêt dont l'existence a été confirmée par la porte-parole d'Andry Rajoelina, Annick Rajaona, qui a déclaré : « *Il y a un mandat d'arrêt depuis une semaine contre Manandafy. Il est la tête pensante des violences de la semaine dernière* », a-t-elle indiqué, précisant que l'opération était lancée "pour atteinte à la sûreté de l'Etat ». Ont également été arrêtés au Carlton la leader des femmes « *légalistes* », Ihanta Randriamandranto [*épouse du directeur de la sécurité de la HCC, Ralitera Randriandrany, arrêté la veille*] et le Colonel Ramanandraibe Théophile, chef de la garde du Premier ministre ainsi que le colonel Harijaona Jacques et 4 civils, dont le fils du fils du général Raelina. Pierre Andriantenaina, membre de la HAT, a fait les frais de l'arrestation de Manandafy Rakotonirina. Il a été tabassé sur les lieux par une trentaine de personnes mécontentes des arrestations.

Le choix de la date de cette brutale opération « coup de poing » a surpris les observateurs car elle se situe la veille de la réunion tant attendue du Groupe de contact, à Addis-Abeba, au cours de laquelle les acteurs de la crise vont venir défendre leur cause. Les deux camps se livrent à des intenses activités diplomatiques.

Les « légalistes » vont investir un nouveau site pour manifester : le jardin d'Ambohijatovo étant désormais bouclé par l'armée, ils vont poursuivre leur mouvement au dans l'enceinte du Magro d'Ankorondrano et à l'auditorium qui le jouxte. L'auditorium d'Ankorondrano est un lieu historique pour Marc Ravalomanana et son parti politique fondé en 2001. C'est le lieu d'implantation du Magro, le centre commercial de Marc Ravalomanana, qui y a aussi fait construire une salle de spectacle, à côté du siège du Tim. Ces trois bâtiments sont partis en feu durant le « *lundi noir* » du 26 janvier, au même titre que la Mbs et les Magro dans tout Madagascar.

Qui détient l'autorité à Madagascar : les militaires (du Capsat) ou la HAT ? Plusieurs observateurs s'inquiètent de la liberté d'action dont jouissent les militaires, au mépris souvent de la dignité humaine. La HAT a t elle encore autorité sur ceux la même qui ont conduit Andry Rajoelina au pouvoir ? Ni le président de la HAT ni les ministres de tutelle ne sont intervenus pour critiquer ou demander à son bras armé de faire « *son travail* » dignement. Sobika estime que le comportement de l'armée « *ne favorise pas une réconciliation nationale, au contraire, il crée toutes les conditions d'une mésentente nationale. Le schisme de la société malgache ne fait que s'agrandir* ».

Réunion du Groupe de contact sur Madagascar à Addis-Abeba : un responsable de l'UA a déclaré que la délégation de la HAT « *a demandé à être reçue* » et fait du « *lobbying* » auprès des ambassades et de l'UA. Un autre diplomate de l'UA a fait état « *de fortes pressions de la part de la Sadc et de M. Ravalomanana pour que cette délégation ne soit pas reçue* ». Ny Hasina Andriamanjato avait déclaré avant son départ que la Sadc était prête à aider la HAT. La Sadc quant à elle, s'était abstenue de tout commentaire.

Le CCOC consulté par la Sadc : au terme de sa mission de 5 jours à Madagascar, la Troïka de la Sadc a rencontré la presse pour faire un compte rendu des entretiens qu'elle a eu avec dix organes qui ont un rapport direct ou indirect avec la crise. Les négociations qui doivent reprendre prochainement devraient associer les organisations de la société civile dont le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC), dont le récent communiqué a été remarqué.

DROITS HUMAINS

Disparition de 69 enfants à Madagascar depuis le début de la crise : des organisations internationales et des ambassades ont lancé un cri d'alarme le 3 avril. Ils ont déclaré dans un communiqué : *« La crise politique à Madagascar a eu des impacts importants en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et sur la sécurité des personnes. L'évolution de la situation, politique ainsi qu'économique, accroissent considérablement le stress au sein de la population. Dans ce contexte, les enfants sont particulièrement vulnérables. Les droits de l'enfant doivent être respectés dans leur intégralité dans toutes les circonstances. Les enfants doivent être protégés contre toute forme de violence et ne doivent pas être exposés à la violence ni être impliqués dans des actes de violence. Selon la Convention relative aux droits de l'enfant, tout enfant de moins de 18 ans a droit au respect de sa personne et de son bien être physique et psychosocial. Dans la situation actuelle, nous rappelons à tous et à chacun de protéger les enfants et de prendre toutes les mesures nécessaires pour créer un environnement favorable à leur protection et développement dans leur communauté, école et famille ».*

La recherche des enfants disparus ou égarés, signalés au niveau de la Police des Mœurs et de la Protection des Mineurs depuis le début de la crise ne se relâche pas, selon Midi du 23 avril. Selon le dernier état des lieux, 30 enfants ont été retrouvés. Quelque 15 autres sont encore considérés comme disparus. Sur les 159 plaintes de disparition d'enfants déposées auprès des postes de police d'Anosy et de Tsaralalàna, de janvier à mi-avril, les parents de 121 enfants étaient encore sans nouvelles de leurs fils ou filles, âgés de 3 à 17 ans.

Les politiciens malgaches se désintéressent de l'impact de la crise sur le sort des jeunes, déplore le journaliste Alain Rajaonarivony dans son blog : *« Nous avons mentionné l'impact direct qu'aura cette crise sur l'éducation de millions d'enfants en raison des suspensions des accords de coopération entre Madagascar et la Norvège. Le départ des volontaires américains du Peace Corps, qui enseignaient parfois dans les brousses les plus reculées enlève toute chance à leurs élèves de suivre un cursus scolaire. En ville, plusieurs cantines scolaires ne sont plus approvisionnées et financées. Le chômage des parents aura évidemment des conséquences sur la vie quotidienne de leur progéniture. Mais seuls les diplomates ont tiré le signal d'alarme. Aucun politicien malgache n'a parlé de mesures d'accompagnement pour protéger les jeunes générations. Les enfants sont encore plus en danger en cette période trouble. Les conditions sociales sont tellement dégradées qu'elles peuvent favoriser outre la déscolarisation, les fugues et abandons. Ce rappel à l'ordre a été diffusé par les diplomates en poste à Madagascar le 3 avril. Il a été publié immédiatement par Sobika, suivi par d'autres médias. Les enfants ne peuvent pas s'envoler vers des rivages plus souriants comme les oiseaux. Ils doivent subir la folie des adultes ».*

« Les ornithologues ont constaté que les oiseaux ont déserté le centre de la capitale. D'après ces spécialistes, les oiseaux seraient dans leur dernière étape de reproduction et les oisillons ne peuvent pas encore voler correctement. L'écosystème risque d'être perturbé dans les mois à venir s'ils ne peuvent pas migrer vers des lieux plus accueillants ».

Un appel humanitaire lancé au siège des Nations unies : les agences onusiennes à Madagascar (Pam, Unicef, Oms...) ont lancé le 3 avril un appel d'aide humanitaire pour venir en aide aux victimes de la crise. *« Il s'agit d'une demande de mobilisation de fonds destiné à*

répondre aux besoins humanitaires des populations dans toute l'île notamment les groupes vulnérables face aux impacts de la crise et des catastrophes naturelles». L'appel de fonds s'élève à 35,7 millions de dollars.

« L'impact dévastateur de la crise actuelle sur les enfants d'Antananarivo se fait chaque jour ressentir davantage », a dit à Irin Bruno Maes, représentant de l'Unicef. « La crise en est aujourd'hui à son troisième mois ; nous avons constaté ses répercussions sur la sécurité alimentaire des foyers. Nombre des familles les plus vulnérables sont tout simplement incapables, dans les circonstances actuelles, de procurer suffisamment de nourriture, d'eau potable ou de soins à leurs enfants », a ajouté M. Maes.

Unicef-France a transféré une aide de 500.000 euros à l'Unicef Madagascar afin de répondre aux besoins nutritionnels des enfants. *« Cette contribution d'urgence représente 15% des besoins en matière de nutrition et sera vitale pour prendre en charge une partie des enfants souffrant de malnutrition »* a souligné le président de l'Unicef France. Cette contribution entre dans le cadre de l'appel lancé au niveau international pour renforcer et élargir ses activités en faveur des enfants les plus vulnérables fragilisés par la conjonction des trois situations spécifiques : l'instabilité politique, les cyclones Eric et Fenele et la grave sécheresse dans le Sud. Parmi les actions menées par l'Unicef figure le soutien psychosocial des enfants et des enseignants suite à la crise politique. Outre l'évaluation de l'impact de la situation sur la protection de l'enfant, les 14 « espaces des enfants » ont été renforcés en termes de ressources et de logistique.

La Cevaa solidaire avec la Fjkm sur le cas du pasteur Lala Rasendrasahina. La Communauté d'Eglises protestantes en Mission, qui regroupe 35 Eglises protestantes dans le monde, a adressé un message de solidarité à la communauté Fjkm et à son président, le pasteur Lala Rasendrasahina *«arrêté par les militaires insurgés, détenu et victime de violences physiques »*. La Cevaa a exprimé sa *«profonde compassion»* à son égard et a condamné avec la plus extrême vigueur les violences dont il a été victime.

Le Sefafi publie la synthèse de ses 9 communiqués de l'année 2008 intitulés «À qui appartient l'Etat ?» La présentation officielle de ce recueil a eu lieu en présence des représentants de la fondation Friedrich Ebert et du Cnoe. *«L'année 2008 a vu une nette détérioration de l'exercice de la vie politique à Madagascar. [...] Non seulement le pays ne peut se prévaloir d'aucune avancée sérieuse et durable en matière de bonne gouvernance et de développement mais il a plutôt subi nombre de revers et de reculs en ces domaines. Cette régression est inquiétante».* Et d'ajouter : *« Les dirigeants se sont appropriés le pouvoir et en usent comme d'un bien personnel, ils s'en servent pour eux, en dépit du peuple qui les a élus parfois contre son gré »*. La prise en compte de ces analyses aurait permis d'éviter les problèmes actuels, selon le l'organisation de la société civile.

Sylvain Urfer autorisé à rentrer : *« J'ai levé la mesure d'interdiction de son entrée sur le territoire national »,* a déclaré Manantsoa Masimana, ministre de l'Intérieur. Il a expliqué que le dossier de Sylvain Urfer était *« vide »*. Ainsi selon lui, l'interdiction d'entrée n'était pas fondée en droit. *[Le jésuite Sylvain Urfer est connu pour son franc-parler et était, entre autres, actif au sein de l'Observatoire de la vie publique. Son expulsion en mai 2007, après de longues années de présence à Madagascar, avait provoqué de vives réactions, surtout au niveau de la hiérarchie catholique. Son cas avait même aggravé les rapports déjà difficiles entre le gouvernement et l'Église catholique].*

Sylvain Urfer se réinstallera à Antananarivo en octobre ou novembre. *« J'ai ma pierre à apporter là-bas : le Sefafi proposera des textes et apportera une réflexion sur les relations au pouvoir. On rappellera également à Andry Rajoelina, qui vient de former un gouvernement de Transition, sa promesse de ne pas se présenter aux élections présidentielles »*. Pour Sylvain Urfer, le 50ème anniversaire de l'indépendance de Madagascar (26 juin 1960), représentera peut-être

l'occasion d'un changement. « Jusqu'ici, toutes les élections ont été truquées, engendrant un malaise dont il faut sortir. Sans être béat d'optimisme, on peut aujourd'hui espérer des avancées ».

RSF : les médias dans l'oeil du cyclone un mois après l'accession au pouvoir d'Andry Rajoelina. L'organisation a dénoncé avec force le 23 avril le retour de la censure à Madagascar après que des ordres ont été donnés aux médias publics de ne pas couvrir les manifestations de l'opposition. L'organisation s'inquiète également de la fermeture de *Radio Mada* et des actes de vandalisme qui ont touché plusieurs médias proches de Marc Ravalomanana. « Tout en sanctionnant les appels à la haine ou à la violence, Andry Rajoelina doit garantir la libre expression des opinions et une couverture complète et neutre des manifestations. Nous sommes inquiets de la tournure que prennent les événements. L'instabilité politique et institutionnelle dans laquelle est plongé le pays ne saurait justifier le retour de la censure », a déclaré RSF, qui se félicite de la création d'un ministère de la Communication attribué à un ancien journaliste de RNM et TVM. RSF estime que « la publication d'un Code de la Communication devrait figurer parmi les priorités du ministre, afin de clarifier les règles du jeu et d'éviter les dérives ».

Appel à la trêve du Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC) : le Collectif est constitué d'associations de la société civile, de syndicats, d'opérateurs économiques et de citoyens civils et militaires. Il condamne les actes de violence et de répression de ces derniers jours à Antananarivo, rappelle ses précédents communiqués sur l'usage des armes et la proportionnalité de la riposte (cf. texte des Conventions internationales), appelle tout un chacun à faire preuve d'humanité et de civisme, rappelle le devoir de porter assistance à toute personne en danger et demande l'arrêt de toutes les formes d'incitation à la haine. Il invite les travailleurs des médias à respecter leur code de déontologie, pour assurer un traitement honnête de l'information et contribuer à l'instauration d'un climat d'apaisement. Le Collectif met en garde par rapport aux risques de guerre civile que la situation actuelle peut engendrer. La crise politique tient l'économie en otage et conduit le pays au chaos total. L'instauration d'une trêve réelle est le gage du retour à un climat de sérénité, nécessaire à toute la population. (24/04/09)

Les événements politiques éclipsent la crise humanitaire : nouvel appel des Nations unies en date du 27 avril. « Les bailleurs internationaux doivent faire face à la gravité de la crise humanitaire de plus en plus profonde qui touche Madagascar et, peut-être avant tout, envoyer des fonds, selon les organisations humanitaires. « C'est comme si la population de Madagascar devait être punie pour les conséquences de la crise politique », a dit Xavier Leus, coordinateur du Système des Nations Unies. La communauté internationale a réagi au coup d'Etat en se désengageant. Même en termes d'aide humanitaire, pourtant, les bailleurs sont loin d'être généreux : la communauté humanitaire de Madagascar s'est unie pour tirer la sonnette d'alarme en lançant un « appel d'urgence » pour solliciter la somme de 36 millions de dollars, le 7 avril ; trois semaines plus tard, l'appel semble être tombé dans l'oreille d'un sourd, les bailleurs ne s'étant engagés qu'à hauteur d'un million de dollars. L'Equipe nationale des Nations Unies à Madagascar se prépare à lancer, par l'intermédiaire du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), un appel à financement dans le cadre du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF), réservé aux opérations urgentes et vitales. « Madagascar est confronté à une crise humanitaire évolutive, aux proportions sans précédent dans son histoire », ont déclaré dans un communiqué des organisations humanitaires malgaches et internationales ».

La communauté internationale résidant à Madagascar dénonce les atteintes aux droits de l'homme : dans un communiqué du 29 avril diffusé par l'ambassade américaine, elle

condamne « la récente résurgence de la violence et des intimidations, ainsi que le mépris déconcertant des droits de l'homme qui les a accompagnées ».

L'Ordre des médecins rappelle à ses membres leur serment d'Hippocrate : il les invite à respecter scrupuleusement ce serment dans l'exercice de leur fonction. Dans le contexte de conflit sociopolitique qui prévaut actuellement, *«les médecins doivent s'abstenir de toute exclusion dans le traitement des malades. Ils ont le devoir de soigner et de prendre en charge les patients, quelles que soient l'origine sociale, l'appartenance politique ou religieuse des malades. Ils sont aussi tenus de ne pas dévoiler le secret médical de leurs patients. La non-assistance à personne en danger est un crime, puni par la loi ».*

ACTUALITE ECONOMIQUE

QMM menacé de remise en cause des son contrat d'exploitation : « *Le Contrat d'exploitation de l'entreprise QMM sera complètement révisé, car ses activités n'apporte aucun impact positif sur le social des habitants de l'Anosy* », a déclaré le Premier ministre Monja Roindefo, lors de son déplacement dans la partie sud de la Grande Ile. Le porte-parole de QMM/Rio Tinto à Londres a affirmé que les contrats entre la compagnie minière et l'Etat malgache ont été signés sous la présidence de Didier Ratsiraka. Une décision qui fait suite aux contestations de la population locale. En raison de la crise économique mondiale, la compagnie compte réduire ses dépenses auprès de ses fournisseurs locaux, au nombre d'environ 200, sans toucher aux emplois directs créés. La HAT a engagé un cabinet français pour passer les grands contrats miniers au peigne fin. Trois juristes, deux malgaches et un avocat international, planchent sur la défense des intérêts de QMM. La compagnie prévoit d'exporter sa première cargaison d'ilménite début mai.

Daewoo Logistics : le projet serait officiellement abandonné. L'annonce aurait été faite le 10 avril par un communiqué adressé à la presse nationale par sa direction générale. La firme indique que d'autres pays ont offert de meilleurs climats d'investissement en agri business et que la crise financière mondiale a réduit considérablement la volonté des autres investisseurs partenaires potentiels à financer le projet. Selon certaines sources, l'authenticité de ce communiqué n'est pas prouvée et la HAT ne serait pas hostile par principe à de tels projets.

Contre l'octroi de terrains à la société indienne Varun : l'ancien député Dramsy Nizar s'est insurgé contre l'octroi de 170.000 ha de terrain à la société Varun, dans la région Sofia. « *Je me suis toujours opposé à la vente de terrain aux étrangers* », a-t-il signalé. La signature du contrat aurait dû avoir lieu le 26 janvier. Il a insisté sur le fait que des terrains convoités appartiennent à plusieurs centaines de propriétaires qui n'ont pas de titre foncier en leur possession.

La destruction et le pillage des ressources naturelles dans la Sava se poursuivent. Les environnementalistes se sont une nouvelle fois alarmés des conséquences désastreuses pour la faune et la flore. Un comité ad hoc contre le pillage des ressources naturelles, précisément contre le pillage et l'exportation illicite de bois précieux et d'espèces animales protégées, a été mis sur pied le 11 avril.

Le 4 avril, le groupe agro-alimentaire Tiko annonce qu'il va mettre fin à ses activités : cette décision serait motivée par le climat d'insécurité qui se développe autour de ses activités, les destructions et le pillage de ses entrepôts et la mise sous scellés de marchandises lui appartenant au port de Toamasina. Les paysans producteurs de riz, de lait, de maïs, de manioc et de fruits, seront les premières victimes. Les activités de ses partenaires en matière

de conditionnement, de matières premières et intrants, de transport et de commerce sont aussi menacées. 3.500 employés du groupe perdront leur travail dans toute l'île. Le projet de fortification de l'huile alimentaire en vitamine A qui entre dans le cadre de la lutte contre la malnutrition à partir de cette année devrait être abandonné. L'avenir de toute la filière lait se trouve également compromis. Le ministre des Finances a indiqué que l'Etat ne s'opposerait pas à la poursuite des activités du groupe Tiko mais l'administration tient à avoir un droit de regard sur la gestion de l'entreprise et ne renoncera pas à ses créances.

Quelques jours auparavant, 2 camions réfrigérés de la société Tiko ont été stoppés et retenus par les forces du Capsat. Les militaires ont suspectés les véhicules de transporter des armes destinées aux manifestants «légalistes». Les camions ne transportaient que des produits alimentaires de la société qui étaient destinés à approvisionner les commerces de la capitale. Le gouvernement de la HAT a déclaré vouloir se pencher sur le cas de l'entreprise.

Le 7 avril, des négociations ont été entamées par le ministère des Finances pour le redémarrage du groupe. Le ministre Benja Razafimahaleo entendait préserver la filière laitière et éviter une pénurie. Il était également soucieux de l'intérêt de l'Etat, qui compte obtenir le remboursement de ses créances sur le groupe, lesquelles s'élèveraient à près de 1.900 milliards Ar. L'Etat a mis certains biens de Tiko sous saisie conservatoire.

Ces négociations ont échoué, la production va être arrêtée. La HAT entendait engager des actions en justice. De son côté, le groupe Tiko avait l'intention de porter plainte au niveau international pour « la série de pillages et de menaces dont les employés ont été victimes ».

Dans un communiqué du 10 avril, Tiko déclare « Nous nous engageons à redémarrer nos activités dès que les vols ou destructions de nos propriétés ainsi que les menaces et intimidations à notre encontre cesseront. [...] Les impôts réclamés par la HAT dont la somme monte à 1 900 milliards Ar. (soit plus de \$ 792 millions) sont de toute évidence des menaces contre nous - pour comparaison, Coca-Cola Company a payé \$ 1.632 milliards d'impôts aux USA en 2008 (donc la HAT nous demande la moitié de ce que Coca-Cola Company a payé) ».

Le directeur des impôts évaluait quant à lui les arriérés d'impôts de Tiko à 26 milliards d'Ariary pour la période 2006-2008. Les procédures de recouvrement de ces impayés sont déjà engagées à travers la saisie conservatoire des biens de Tiko, a-t-il confirmé. Cependant, une partie de ces biens a déjà été réquisitionnés par le pouvoir pour cause d'urgence alimentaire, Tiko ayant refusé les propositions de reprise de la production qui lui ont été faites par la HAT.

Perquisition sur un site de la société Tiko : « 3 hangars de bois précieux semi travaillés saisis », affirme *La Vérité*. Ce site aurait abrité initialement du bois de rose saisis en provenance d'Antalaha, à un moment où une mesure d'interdiction d'exportation des bois précieux avait été prise par le ministère de tutelle, mais apparemment, selon le quotidien, les « cargaisons présidentielles » bénéficiaient de « dérogations » et la société Tiko aurait couvert des trafics illicites. Le quotidien affirme que des stocks de bois précieux auraient été découverts aux abords du palais d'Iavoloha.

Plusieurs tonnes de bois de rose saisis : une perquisition a encore permis de mettre la main sur une grande quantité de planches de bois de rose. D'après les estimations, au moins 100 tonnes de planches de bois de rose ont été entreposées dans quatre hangars et dans un énorme trou dissimulé. Le propriétaire des lieux, un ressortissant chinois, a expliqué que le propriétaire se trouverait à l'étranger.

Vente de riz et d'huile à prix réduit pour soutenir les couches vulnérables : « Les subventions ou l'aide de l'Etat ne sont que ponctuelles », a précisé le ministre du Commerce, Jean Claude Rakotonirina. L'Etat se dégagera de cette situation aussitôt que les opérateurs sont en mesure de prendre entièrement toutes les opérations en main, a-t-il conclu. Cette procédure

d'intervention commerciale de l'Etat a été dénoncée par les opérateurs. Du riz à 500 Ar/kg tue les agriculteurs, a souligné un député de la principale région productrice. Aucun producteur ne pourrait vendre du riz au prix fixé par la HAT. Ce dernier a affirmé que le riz bradé qui est vendu actuellement a été dérobé à la société Tiko. Des bénéficiaires de l'huile à prix réduit ont affirmé qu'elle était encore conditionnée dans des fûts dûment estampillés du groupe du président déchu mais des zones d'ombre entouraient cette opération que d'aucun ont qualifié de « *populiste* ». Les 35.000 tonnes de riz arrivés à Toamasina ont été importés par Marc Ravalomanana et ensuite réquisitionnés par la HAT, selon un député du Tim.

Le 12 avril, Andry Rajoelina s'est alarmé de l'état des finances publiques et a mis en cause ses prédécesseurs : « *Nous ne disposons que très peu d'argent dans la caisse de l'Etat. Les raisons d'une telle situation sont diverses. Nos prédécesseurs ont effectué des dépenses excessives, voire même des détournements. Pour y remédier, nous avons pris l'initiative de réduire au maximum les dépenses engagées pour la présidence, ainsi que celles pour chacun des ministères. Nous allons aussi procéder à l'augmentation des recettes fiscales qui entrent dans la caisse de l'Etat. [...] Les dirigeants qui se sont succédé ont priorisé leurs intérêts personnels que l'intérêt général* », a expliqué le président de Transition, ajoutant : « *Nous allons faire du mieux possible pour que d'ici deux à trois ans, nous n'importions plus de riz* ».

Les investissements publics compromis. Seuls les travaux qualifiés de prioritaires seront effectués. Des programmes d'encadrement des paysans dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage seront mis en veilleuse. Les ressources allouées aux régions se trouveront également révisées à la baisse. Outre les infrastructures rurales, les routes, les écoles et les hôpitaux sont également exposés aux effets de cette réduction de crédits. Une réduction au minimum des dépenses de fonctionnement est également nécessaire. Les salaires des fonctionnaires seraient toutefois garantis au moins pour le mois prochain. La HAT compterait augmenter les taux d'imposition pour renflouer les caisses de l'Etat. Des opérateurs et des économistes se sont alarmés de ce projet jugé inflationniste.

Les recettes douanières en forte baisse. Sur 1.869 milliards attendus pour l'année 2009, seuls 171 milliards ont été collectés au premier trimestre, soit moins de 50% des prévisions pour la période. Une loi de Finances rectificative pourrait s'avérer indispensables.

Les dépenses de l'Etat seront réduites de 30% : le ministre des Finances et du budget a annoncé le 24 avril que des coupes sombres seront effectuées au niveau du budget de fonctionnement de chaque ministère, notamment en ce qui concerne les dépenses compressibles (carburants, inauguration...). Les dépenses relatives à la sécurité, aux déplacements des forces de l'ordre figurent parmi les dépenses qui sont intouchables.

Madagascar vise 150.000 touristes, la moitié du chiffre prévu pour cette année. Les droits de visa de tourisme sont suspendus jusqu'en fin d'année. Cet objectif très ambitieux après 3 mois de crise se base sur le fait que la France et l'Italie ont levé la recommandation aux voyageurs de ne pas se rendre à Madagascar.

Importations bloquées par une perturbation du marché des devises : *L'Express* signalait le 24 avril que de nombreux importateurs ont vu leurs activités suspendues, compte tenu du contexte, caractérisé par l'épuisement des réserves de devises de la Banque centrale. Une sortie nette de devises de 68 millions de DTS a été constatée en l'espace de 2 mois. Cela est dû entre autres au règlement des importations effectuées par les opérateurs ou au paiement des dettes extérieures. Durant la même période, les recettes ont été presque inexistantes. Les sorties de devises ont été volontairement ralenties d'où le blocage de certaines transactions.

Une mesure de « lissage » adoptée pour éviter une dépréciation trop brusque de la monnaie, et par conséquent, une forte inflation. Une menace de spéculation plane. Les offres en devises deviennent de plus en plus rares par rapport aux demandes.

Air Madagascar au bord de la faillite : le nouveau ministre des Transports a dressé un bilan catastrophique de la situation d'Air Madagascar. Il a annoncé la nomination d'un directeur général malgache. Le ministre a mis cette situation déplorable sur le dos des anciens responsables de la compagnie, notamment les directeurs généraux allemands qui se sont succédé à la tête de la compagnie ces dernières années. Le ministre s'est déclaré contre l'« open sky » qui permet à toutes les compagnies étrangères d'exploiter librement la destination Madagascar. Selon *Tribune*, sous Marc Ravalomanana, l'utilisation des services d'Air Madagascar (factures, exploitation d'Air Force One) aurait entraîné d'énormes factures très longtemps impayées, que Herizo Razafimahaleo avait révélées en son temps.

Le «Groupement des Economistes», appelle à une prise de conscience des politiciens : les recettes fiscales et douanières ne rentrent plus ; on assiste à une fuite en avant des bailleurs de fonds et la dépréciation de l'Ariary, déjà sensible, risque de s'aggraver, renchérissant les importations et provoquant l'inflation. L'économie nationale est menacée d'une récession profonde. Le chômage va exploser, suite à la fermeture de nombreuses entreprises franches.

Une situation économique critique : pour *Sobika* du 9 avril, «la résolution de la crise s'est longuement focalisé sur le terrain diplomatique et politique et l'est toujours, mais la HAT risque d'être très vite rattrapée par le volet économique. Une réunion prévue entre Andry Rajoelina et les opérateurs économiques a été annulée à la dernière minute. Les tractations entre le groupe Tiko et le ministre des finances de la HAT sont dans l'impasse.[...] La grève à la Banque centrale continue et ce sont les transactions interbancaires, dont l'approvisionnement en liquidités des banques "normales" qui est suspendu. Bref, la situation économique est critique pour les opérateurs, la machine de production au point mort, le système financier au ralenti, les investisseurs aux abonnés absents pour plusieurs mois.... La marge de manoeuvre de la HAT est faible. Elle ne peut pas agir indéfiniment sur les prix sans mettre en péril les producteurs, elle ne peut pas imposer la relance du premier groupe industriel Tiko alors même que celui ci est sous la pression de la HAT, et elle ne peut pas séduire de nouveaux investisseurs pendant une période de transition car c'est trop risqué pour ceux ci. Que faire alors ? En économie, on apprend que la réussite repose sur la confiance. [...] La confiance est elle présente à Madagascar chez le consommateur, le producteur et l'investisseur ? »

Le projet PIC se poursuit : Suite aux informations, diffusées sur Internet, annonçant l'abandon du Projet Pôles Intégrés de Croissance sur 3 sites concernés, son Secrétariat national a tenu à préciser que la Banque mondiale n'avait pas encore statué sur les projets en cours qu'elle finance.

Des pirates somaliens frappent dans la zone économique exclusive malgache : l'alerte émane du Centre d'informations et d'opérations maritimes des forces navales. Deux bateaux ont été détournés par des pirates actifs dans la Zone Economique Exclusive malgache, au nord du pays. Avec la pression des marines occidentales dans le Nord de l'océan Indien et forts de leurs succès dans la partie Sud de cet océan, les pirates risquent d'intensifier leurs attaques dans la ZEE malgache. S'ils ne rencontrent aucune résistance, ils étendront sans doute leurs activités dans les approches maritimes immédiates de Madagascar et pourront dès lors peser très lourdement sur le trafic côtier de l'île. A l'heure actuelle, Madagascar ne possède pas les moyens de contrer cette menace. Seule une coopération régionale, dans le cadre de la COI, pourrait se montrer efficace.

Que va faire la HAT pour faire face aux aides d'urgence et à la réhabilitation des dégâts cycloniques, nés du passage du cyclone Jade ? La question se pose dans la mesure où dans la plupart des cas, les bailleurs de fonds, même s'ils n'ont pas encore décidé officiellement la suspension de leurs aides, se trouvent dans une situation où il est devenu difficile de débloquent les financements nécessaires aux différents projets en cours. Bref, le déblocage des financements extérieurs pour faire face aux catastrophes naturelles demeure pour le moment incertain.

Une société fictive blanchit 200 milliards Ariary/an : telles sont les révélations faites par le Samifin. En 5 mois d'existence seulement, cette entité a pu démanteler un réseau de blanchiment d'argent via une opération d'importation de marchandises. La fraude impliquerait de nombreuses entreprises dont les commandes transitaient par cette société grossiste. Les fonds étaient transférés vers Dubaï, Bangkok ou Hong Kong, pays d'origine des marchandises importées. Les pertes d'argent qui devraient rentrer à la caisse de l'Etat depuis trois ans sont énormes, a fait savoir le Dr Zaranaina, le directeur général du Samifin. Mais le manque de moyens et l'inexistence de formations sur le traitement des dossiers dans la lutte contre le blanchiment d'argent entravent les investigations approfondies du Samifin. D'après la LOI, la Samifin s'intéresserait aussi à un cabinet juridique qui a audité les comptes de la BCM, dont les dirigeants sont en conflit ouvert avec la HAT.

Relations Banque mondiale - Madagascar : communiqué ambigu. Depuis le 17 mars, date de la prise du pouvoir du gouvernement de Transition, la Banque mondiale a placé Madagascar parmi les pays avec lesquels il faut se comporter avec prudence. C'est l'impression qui se dégage d'un communiqué en date du 8 avril, qui conclut : « *Bien que les statuts de la Banque mondiale ne l'autorisent pas à prendre une position sur des sujets politiques, ou à prendre une décision sur la base de considérations d'ordre politique, elle prévoit une normalisation de ses engagements avec le Gouvernement de Madagascar afin que les activités de développement économique puissent reprendre et bénéficier aux citoyens Malgaches, en particulier les plus pauvres* ».

Relations entre Madagascar et le Fmi : toujours le statu quo. Aucune décision n'était encore prise fin avril quant à la reprise ou la suspension des programmes. La décision revient aux 187 pays qui composent le Conseil d'administration du Fonds.

L'ambassadeur de l'UE déclare qu'en matière d'aide publique au développement, le recours à l'aide extérieure est un libre choix : un sujet d'actualité, à l'heure où l'absence de reconnaissance internationale pour la HAT risque de priver la Grande île de la totalité des instruments d'aides extérieures. J. C. Boidin a mis en avant le fait que l'APD n'est qu'un instrument des relations étrangères. « *Chaque pays est libre d'adhérer ou non aux principes qui gèrent l'accès à ces outils financiers. [...] Le refus ou la privation d'APD est possible à condition d'accepter les conséquences économiques portant essentiellement sur la croissance, le volume d'investissement, le volume du budget, l'endettement et l'inflation* », a souligné l'ambassadeur. Tous les engagements du 10^{ème} Fed qui devait entrer en vigueur début 2009 sont actuellement suspendus. Son montant est de 577 millions d'euros. 99 millions d'euros étaient également prévus comme aide budgétaire pour les 3 années à venir. Le Premier ministre de la HAT a déclaré que face à ce blocage, il envisageait de faire appel à des fonds koweïtien et saoudien.

Textile : Madagascar pourrait quitter l'Agoa. L'éligibilité de Madagascar au sein de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) risque d'être compromise si des élections présidentielles n'ont pas lieu avant la fin de l'année. Cette déclaration de l'Ambassadeur des Etats-Unis a été mal accueillie par les professionnels, pour qui cette exclusion se traduirait

par la perte de compétitivité des produits malgaches sur le marché américain et des fermetures d'entreprises. [Promulguée en mai 2008, l'Agoa a pour objectif de soutenir l'économie africaine].

La dépréciation de l'Ariary se confirme et fait peser une grave menace d'inflation : comme annoncé il y a quelques semaines par l'association des économistes malgaches, selon lequel une dévaluation de la monnaie nationale serait inévitable après la crise politique, l'évolution du cours de la monnaie nationale leur donne raison [2754 Ar pour un euro au 29/04, contre 2500 peu avant les événements]. Le décrochage est encore plus sensible par rapport au dollar. L'inflation risque de gagner de nombreux secteurs, notamment, au niveau des produits d'importation ou des produits qui utilisent en partie des matières premières importées.

Le Cercle de Réflexion des Economistes de Madagascar a proposé un avant-projet de Constitution : il vise notamment à mettre en place plusieurs institutions servant de contre-pouvoirs au gouvernement en place. L'objectif est d'impliquer les citoyens dans le contrôle des abus de pouvoir ou le non-respect des engagements pris par l'exécutif. La séparation de pouvoir entre l'exécutif et les organes de contrôle doit être effective. La société civile, les groupements d'opérateurs économiques, les syndicats, les conseils municipaux et régionaux, ainsi que d'autres associations, devront être institutionnalisés. Ils formeront les membres du Sénat, institution apolitique. Les prestations de serment de ces membres seront obligatoires.

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Gazette de la Grande Ile, La Vérité (Madagascar), Matera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), L'Express Maurice, Actualité de Mayotte, Sobika, TopMada, Mydago, gasytiatanindrazana, Clicanoo (Réunion), Exprimanoo (Réunion), Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, PANA, APA, Xinhua, IRIN, Afrik.com, Les Afriques, Courrier international, RFI, TV5 Monde, France-diplomatie, blog d'Alain Rajaonarivony, blog Malagasy aho, OMS, Continentalnews.fr, impactnews.mu, DNA

Taux de change : au 30/04/2009, 1 euro = 2754 Ariary (cours pondéré)
Au 31/01/2009, le cours était encore inférieur à 2500 Ar pour 1 euro.

Les revues de presse des mois antérieurs sont consultables sur le blog
<http://justmad.canalblog.com/>

DROITS DE L'HOMME à MADAGASCAR

Vous pouvez vous y abonner